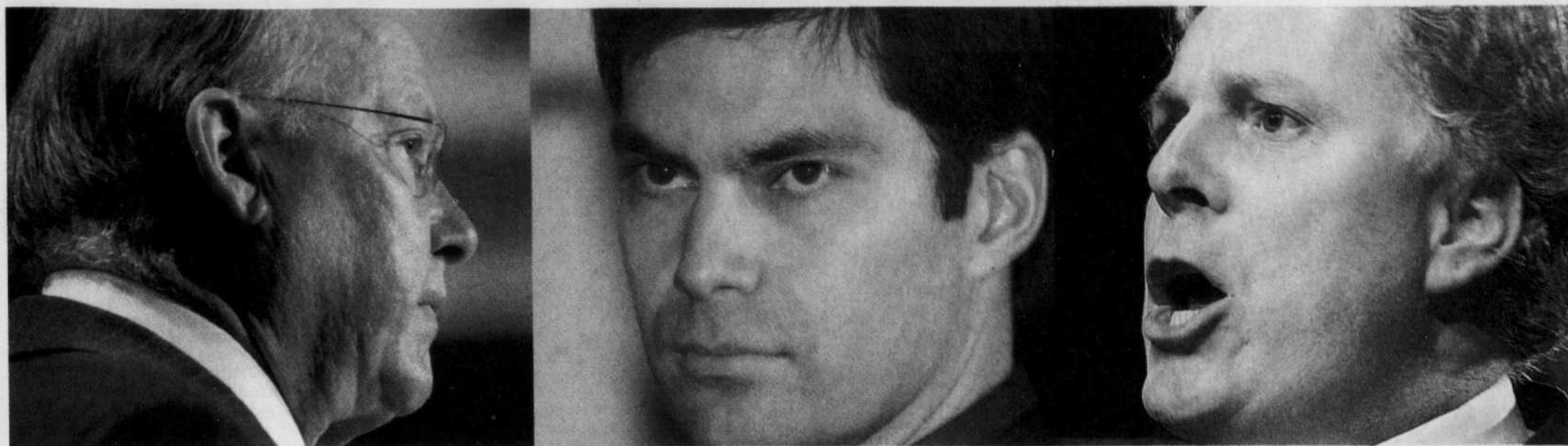


# LE DEVOIR



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

## LA BATAILLE À TROIS DÉMARRE

KATHLEEN LÉVESQUE  
LE DEVOIR

Québec — Le premier ministre Bernard Landry a donné le coup d'envoi aux élections générales hier, appelant aux urnes les quelque 5,5 millions d'électeurs québécois pour le lundi 14 avril. Et c'est sur le ton de la franchise que M. Landry s'est engagé dans cette campagne de 33 jours au cours de laquelle il cherchera à obtenir un troisième mandat.

Devant les journalistes qui s'entassaient dans le hall du Parlement, Bernard Landry a dit ne pas craindre les dérapages et les écarts de langage dans cette bataille au cours de laquelle il affrontera ses principaux adversaires, soit Jean Charest, du Parti libéral du Québec, et Mario Dumont, de l'Action démocratique du Québec. «Je suis un être humain. Et il m'arrive de faire des erreurs. Quand elles sont méchantes et intentionnelles, je m'en excuse. Le lendemain, je reprends mon travail courageusement et bravement. Et, jusqu'à ce jour, ça ne

m'a pas trop mal réussi», a-t-il fait valoir, faisant vraisemblablement référence à ses récents commentaires, mal accueillis par les groupes de femmes. Après un moment de silence, il a ajouté: «J'aime mieux être franc que dissimulateur. Et j'aime mieux la langue vivante que la langue de bois.»

Quelques heures plus tôt, Bernard Landry s'était rendu chez la lieutenant-gouverneur du Québec, Lise Thibault,

VOIR PAGE A 3: BATAILLE

### PQ: l'enthousiasme retrouvé

KATHLEEN LÉVESQUE  
LE DEVOIR

Le Parti québécois démarre la campagne électorale avec un élan qui lui vient d'une remontée dans les intentions de vote. Et la machine péquistes, écorchée par les turbulences de la dernière année, carbure maintenant à l'enthousiasme retrouvé. Depuis environ un mois, le PQ a multiplié les événements qui ont permis de fouetter ses troupes et de démontrer qu'il est encore un parti d'idées. Il y a d'abord eu un conseil national qui a permis d'ouvrir un nouveau front sur la conciliation travail-famille. Ont suivi, coup sur coup, un congrès des jeunes et le congrès d'orientation de la fin de semaine dernière, qui ouvre la voie à l'adoption par les militants d'une plate-forme électorale prochain.

phalisme s'est installé. «Les sondages ont une certaine influence sur le moral des troupes. Trop bas, ça démobilise; trop hauts, ça risque de provoquer du relâchement», constate le directeur général du PQ, Martin Dubé, qui assiste l'organisateur en chef, Pierre D'Amours.

De même, si le chef du Parti québécois, Bernard Landry, est le plus populaire, comparativement à Jean Charest et à Mario Dumont, il a également le tempérament le plus bouillant, pour ne pas dire parfois explosif. Le risque de dérapages pourrait bien assaisonner ces 33 jours de campagne; au cours des trois dernières semaines, deux commentateurs ont froissé les groupes de femmes. Dans le feu roulant des invectives inévitables provenant des adversaires, combiné au stress d'être continuellement talonné par des dizaines de journalistes, des éléments propres

VOIR PAGE A 8: PQ

### ADQ: un duel avec le PQ

ROBERT DUTRICAC  
LE DEVOIR

Contrairement aux deux autres partis, l'Action démocratique du Québec se lance dans la campagne tandis qu'elle est en perte de vitesse dans les sondages.

L'ADQ propose le changement, un changement radical vers une conception différente du modèle québécois, voire de la société québécoise même. L'équipe de Mario Dumont aura de plus à prouver qu'elle est prête à assumer le pouvoir. Ce n'est pas un hasard si le Parti libéral du Québec a choisi ce slogan d'une désarmante simplicité: «Nous sommes prêts.»

L'Action démocratique du Québec est convaincue qu'elle n'est pas engagée dans une lutte à trois, mais bel et bien dans un duel avec le Parti québécois. Le Parti libéral du Québec ne figure pas sur l'écran radar de Mario Dumont. C'est vrai pour l'ensemble du

Québec, sauf évidemment sur l'île de Montréal et dans certains comtés de l'ouest du Québec où la lutte se fera avec les libéraux. «Je ne vois pas les libéraux gagner les élections», a livré au Devoir l'organisateur en chef de l'ADQ, Jacques Gauthier. «Voter libéral, c'est perdre son temps», avance-t-il. Les libéraux se sont imaginé qu'ils pouvaient se taire, gagner les élections en se fiant à l'alternance du pouvoir et gouverner sans mandat, accuse M. Gauthier.

Que le PQ soit l'ennemi à abattre, c'était on ne peut plus clair lors du Conseil préélectoral de l'ADQ au début du mois. Les premières salves lancées par le président de l'ADQ, Guy Laforest, furent dirigées vers Bernard Landry et le PQ. Maintenant que la poussière est retombée sur cette sortie virulente associant Landry à Duplessis et sur l'évocation de

VOIR PAGE A 8: ADQ

### PLQ: la division pour régner

TOMMY CHOUINARD  
LE DEVOIR

Le Parti libéral du Québec se dit peut-être paré pour la bataille, comme le proclame leur nouveau slogan, «Nous sommes prêts», mais il table aussi et surtout sur une division du vote entre le Parti québécois et l'Action démocratique du Québec pour remporter les élections.

«Pour nous, les 125 circonscriptions sont accessibles dans cette campagne. Il n'y a pas un comté où le Parti libéral du Québec n'aurait pas de chances raisonnables de pouvoir gagner, à cause de la division du vote», a souligné au Devoir Joël Gauthier, directeur général du parti et organisateur en chef pour 90 circonscriptions.

Le Parti libéral s'attend ainsi à une lutte à trois dans bien des circonscriptions, mais il estime la base de son électorat plus forte et moins volatile que celles du PQ et

de l'ADQ. «Dans un comté où le Parti québécois était très fort, l'émergence d'un candidat adéquat nous donne une chance. Car les votes qui sont grugés par l'ADQ le sont chez le Parti québécois, pas chez nous», estime M. Gauthier.

Jusqu'à maintenant, quelque 115 assemblées d'investiture ont été complétées au PLQ. Les dix circonscriptions restantes, dont Outremont, déjà quasi acquises aux libéraux, sont notamment réservées à des candidats vedettes. «Il reste des candidatures de prestige à annoncer, dont une candidature relevée dans le domaine économique», note M. Gauthier. En termes clairs, le nom d'un ou d'une ministre des Finances d'un gouvernement libéral sera dévoilé cette semaine.

La campagne de financement du parti a aussi porté fruits: huit millions de dollars ont été amassés jusqu'à maintenant. «Nos 125

VOIR PAGE A 8: PLQ

■ Autres informations en pages A 3, A 4 et A 5 ■ La chronique de Michel David en page A 5 ■ L'éditorial de Bernard Descôteaux en page A 6

### Objectif: réconcilier environnement et marchés

Le Sommet de Johannesburg a refusé de subordonner la protection de l'environnement aux impératifs des marchés. Mais cela étant établi, comment articuler l'égalité souhaitée pour ces deux priorités de la communauté internationale?

LOUIS-GILLES FRANCOEUR  
LE DEVOIR

«Les marchés devront vivre avec l'idée qu'il y aura des contraintes environnementales pleinement justifiées, comme c'est maintenant le cas de l'application du principe de précaution dans le dossier des OGM. Et cela ne vise pas que les règles de protection des espèces ou des écosystèmes à court terme. Parfois, comme l'illustre le cas du DDT — le «miracle chimique» du siècle dernier —, c'est parce qu'il faut anticiper des impacts qui n'apparaissent qu'à

VOIR PAGE A 8: BIODIVERSITÉ

#### INDEX

7	7813	0006	2
Annances.....	B 4	Idées.....	A 7
Avis publics.....	B 4	Météo.....	B 4
Bourse.....	B 2	Monde.....	A 5
Culture.....	B 7	Mots croisés.....	B 4
Économie.....	B 1	Sports.....	B 6
Éditorial.....	A 6	Télévision.....	B 7

## Londres fixe six conditions à l'Irak

Les Britanniques tentent de sauver du naufrage le projet de deuxième résolution

D'APRÈS ASSOCIATED PRESS ET L'AGENCE FRANCE-PRESSE

Les Britanniques se démentent pour sauver du naufrage le projet de deuxième résolution. Ils ont présenté hier une liste de six conditions que l'Irak devra remplir avant une date butoir pour prouver sa volonté de désarmer. Alors que Londres espère un vote dès aujourd'hui au Conseil de sécurité, Madrid, qui parraine également le texte, envisage le retrait pur et simple du projet.

Réuni à huis clos hier en fin d'après-midi à l'ONU, le Conseil de sécurité discutait de ce projet de résolution cosigné par les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'Espagne qui, à moins d'un amendement, donne jusqu'à lundi prochain à l'Irak pour faire la preuve de sa volonté de désarmer.

Si le premier ministre britannique Tony Blair a demandé à la France et à la Russie de réévaluer leurs menaces de veto, les Espagnols, eux, semblent en effet ne plus se faire aucune illusion sur la volonté indéfectible de Paris de voter contre le projet parainé par Washington, Londres et Madrid.

Tirant les conséquences de la position française, la ministre espagnole des Af-

aires étrangères, Ana Palacio, a donc évoqué publiquement un retrait du texte.

Pour sa part, la Grande-Bretagne, bien décidée à rallier à la cause américano-britannique les six membres «indécis» du Conseil de sécurité, a accepté d'amender le projet de résolution pour introduire une liste d'exigences précises qui permettront de vérifier si Bagdad a désarmé ou non. Certains pays avaient demandé que ces critères figurent dans le texte.

Le Foreign Office a ainsi présenté six mesures «tests» à inclure dans le texte du projet de seconde résolution. Elles comprennent une déclaration publique du président irakien Saddam Hussein, dans laquelle il devra renoncer publiquement — et en arabe — aux armes de destruction massive, et un engagement à laisser les chercheurs irakiens être interrogés par les inspecteurs en dehors de l'Irak.

L'Irak devra également livrer et expliquer l'existence de stocks de bacille du charbon ainsi que d'installations de production d'armes biologiques. Il devra enfin s'engager à détruire les missiles prohibés et rendre compte de l'existence d'un drone

VOIR PAGE A 8: IRAK



REUTERS

Les députés verts du Parlement européen ont clairement affiché leurs couleurs hier à Strasbourg: la paix.

■ Autres informations en page B 5  
■ L'éditorial de Serge Truffaut en page A 6

# • LES ACTUALITÉS •

Langues officielles

## Ottawa met 751 millions sur la table

L'objectif: un jeune Canadien sur deux sera bilingue dans dix ans

HÉLÈNE BUZZETTI  
DE NOTRE BUREAU D'OTTAWA

La relance de la dualité linguistique au Canada passera par la «fabrication» de personnes bilingues et la création d'un univers plus francophile dans la fonction publique fédérale. Le jour n'est toutefois pas venu où les ministres aussi auront l'obligation de maîtriser les deux langues, a indiqué le premier ministre.

Le ministre responsable des langues officielles, Stéphane Dion, a dévoilé hier son très attendu plan d'action. Pour mettre celui-ci en œuvre au cours des cinq prochaines années, le ministre disposera de 751 millions de dollars, dont la grande partie (642 millions) est constituée de nouvelles sommes. Ces réinvestissements ne ramèneront le niveau de financement qu'à peine au-dessus de ce qu'il était en 1993, et ce, sans même tenir compte de l'inflation. En 1990-91, les langues officielles recevaient 699 millions d'Ottawa, en 2007-08, au terme du plan Dion, elles recevront 736 millions.

«On dépense de façon beaucoup plus judicieuse pour les contribuables et c'est ce qu'on fera pour les langues officielles», a expliqué M. Dion.

La part du lion ira à l'éducation, avec 381,5 millions. On veut d'abord améliorer l'enseignement dans les écoles francophones en milieu minoritaire. A peine 68 % des enfants ayant le droit d'étudier en français hors Québec le font — un taux qu'on explique par la désuétude du matériel scolaire, le manque de personnel et la faible qualité de l'enseignement en général. On veut ramener ce taux à 80 %.

D'autre part, la moitié de l'enveloppe destinée à l'éducation servira à «fabriquer» plus de Canadiens bilingues en finançant les écoles d'immersion. L'objectif est que 50 % des Canadiens âgés entre 15 et 24 ans soient bilingues dans 10 ans. Ce taux était de 24 % en 2001, soit 42 % des Québécois et 14 % des anglophones hors Québec.

Le Bloc québécois s'est d'ailleurs montré déçu de cette insistance sur le bilinguisme personnel. «Si tous les jeunes anglophones apprennent l'autre langue mais qu'il n'y a plus de francophones à qui parler, qu'est-ce que tout cela aura donné?», a demandé le député Benoît Sauvageau.

Le président de la Fédération des communautés francophones et acadienne, Georges Arès, n'a pas trouvé qu'il y avait là un déséquilibre. «Il faut soutenir les écoles d'immersion parce que ça change l'attitude des anglophones envers le fait français au Canada.»

Par ailleurs, le financement annoncé reste condi-

tionnel à la signature d'ententes bilatérales avec les provinces. Les provinces devront verser autant d'argent qu'Ottawa pour obtenir leur part. Le ministre Dion croit que les provinces seront prêtes à coopérer, mais le porte-parole des ministres provinciaux et territoriaux de l'Éducation indiquait plus tôt cette semaine que ceux-ci n'avaient pas été invités à coopérer.

«On ne nous a pas demandé de mettre autant d'argent là-dessus. Ça me surprendrait [...] sachant que les budgets pour l'éducation des provinces sont tellement serrés», a indiqué en entrevue Paul Cappon, le directeur général du Conseil des ministres de l'Éducation du Canada.

### «Bilinguisme» la fonction publique

Une somme de près de 40 millions de dollars sera réservée pour rendre la fonction publique fédérale plus bilingue. On dit vouloir engager davantage de fonctionnaires bilingues dès le départ ou offrir plus de cours de langue en début de carrière.

Il y avait encore 400 hauts fonctionnaires unilingues (en très grande majorité des anglophones) qui occupaient des postes désignés bilingues l'année dernière. Après plusieurs reports, la date butoir du 31 mars a été fixée par la présidente du Conseil du trésor, Lucienne Robillard. Ceux qui n'ont pas appris le français d'ici là pourraient être mutés à un poste ne nécessitant pas la maîtrise des deux langues ou, en l'absence d'un tel poste, être renvoyés.

Le sous-ministre à l'Industrie l'a d'ailleurs rappelé dans une lettre récente qui a fait trembler les gestionnaires. La ministre Robillard a salué son geste. «C'est un sous-ministre qui assume ses responsabilités», a-t-elle déclaré hier.

Cette politique n'obligera pas pour autant les ministres à devenir bilingues même si, comme le révélait *Le Devoir* la semaine dernière, la présence d'un ministre unilingue anglophone à la tête d'un ministère rendait difficile l'exercice du droit des francophones de travailler dans leur langue. Ils ont encore leur place au cabinet, croit Jean Chrétien.

«Oui, a déclaré le premier ministre. Ils sont élus, ils ne sont pas là de façon permanente. Ce ne sont pas des gens qui ont fait carrière en politique. Ils se font élire bien souvent dans des endroits où ils n'ont pas eu à apprendre l'autre langue. Moi-même j'ai été élu unilingue francophone.» Faudrait-il les obliger à prendre des cours de langue? «Ce n'est pas une imposition. Il y a un très grand nombre de ministres qui parlent de plus en plus l'autre langue officielle, mais on ne peut pas en faire une condition sine qua non.»



Le ministre des Affaires intergouvernementales, Stéphane Dion, et le premier ministre Jean Chrétien ont annoncé le plan d'action du gouvernement fédéral en matière de langues officielles.

REUTERS



## PRENEZ LE PARTI D'EN SAVOIR PLUS.

TOUS LES JOURS de 11 h 30 à 13 h 30,  
Jean Dussault fait le point sur la campagne  
électorale à *La Tribune du Québec*.

Réalisation : Yves André

La meilleure information à la radio.  
Tout de suite.

 **95.1** FM  
Première Chaîne  
Radio-Canada

www.radio-canada.ca/tribune

Pour lutter contre le sida

## Un centre spécialisé dans chaque région

BRIAN MYLES  
LE DEVOIR

Un comité d'experts mandaté par la Direction de la santé publique (DSP) recommande la création d'un titre de médecin spécialiste en VIH-sida et l'ouverture de centres spécialisés dans le traitement du virus dans chaque région du Québec.

Les infections au VIH ont considérablement diminué dans la province, le taux de mortalité passant de 8,1 à 1,5 pour 100 000 habitants au cours de la période allant de 1995 à 2001. L'épidémie n'est pas contrôlée pour autant: le nombre de personnes infectées est à la hausse depuis trois ans.

Le VIH est de plus en plus associé à d'autres problèmes tels la toxicomanie, la pauvreté, l'itinérance, la prostitution et la maladie mentale. «en somme, à la marginalité sous toutes ses formes», résume le groupe de travail dans un rapport dont *Le Devoir* a obtenu copie.

Ce groupe de travail, sous la présidence du médecin infectiologue Richard Lalonde, était chargé d'élaborer un plan national d'organisation des soins et des services en VIH-sida. Les recommandations partent du principe selon lequel toute personne infectée doit bénéficier de soins et de services de qualité, peu importe son statut ou son lieu de résidence.

Dans la plupart des régions, les données sur les personnes porteuses du virus sont rares. On retrouve peu de services psychosociaux, peu ou pas de ressources en nutrition, une absence de suivi systématique de la clientèle toxicoma-

ne et peu de formation du personnel. La pénurie de médecins et la distance constituent en outre deux obstacles à l'accessibilité des soins.

C'est pourquoi le groupe de travail invite chacune des régions régionales de la santé et des services sociaux à désigner un centre de soins et de services spécialisés en VIH-sida. Il s'agit de «la pierre angulaire du réseau à consolider». Ces centres comprendraient au moins un médecin expert entouré d'une équipe multidisciplinaire (personnel infirmier, travailleur social, psychologue, pharmacien, intervenant en toxicomanie et nutritionniste). Dans les régions qui comptent peu de personnes infectées, les régions régionales limitrophes pourraient réunir l'expertise au sein d'un même centre.

Les cinq centres hospitaliers spécialisés en sida, à Montréal et à Québec, exerceraient un leadership accru en matière de formation et de recherche afin d'appuyer ces nouveaux centres.

Les experts estiment par ailleurs qu'il faut reconnaître une spécialité médicale en VIH-sida et entreprendre à cette fin des démarches auprès du Collège des médecins, des fédérations médicales et des universités. Selon eux, «la formation initiale actuelle au Québec est insuffisante pour faire d'un médecin omnipraticien, et même d'un médecin spécialiste, un expert en VIH-sida».

À Montréal, le comité suggère enfin que l'État reconnaisse et soutienne la mission des trois cliniques médicales privées spécialisées dans le traitement du VIH-sida (L'Actuel, Quartier latin et Goldberg, LeBlanc et Rosengren).

EN BREF

### Le conflit à l'UdeM pourrait durer

(Le Devoir) — Le conflit perdure entre l'Université de Montréal et son syndicat des employés de soutien (section locale 1244 du Syndicat canadien de la fonction publique). En grève depuis le 28 février, le syndicat doit rencontrer de nouveau aujourd'hui la partie patronale en présence de la conciliatrice pour discuter d'une nouvelle contre-proposition

syndicale déposée mardi. Mais les parties reconnaissent être loin d'une entente. Un document publié hier par la direction de l'UdeM et faisant le point sur l'arrêt de travail a particulièrement outré le syndicat, spécialement quant à ses interprétations sur le dossier de l'équité salariale. Le syndicat prépare d'ailleurs actuellement une riposte écrite à ce document. Pendant ce temps, la vaste majorité des activités d'enseignement est offerte aux étudiants, seulement 1 % des cours (essentiellement en laboratoires) étant affectés.

LE DEVOIR

## ÉLECTIONS 2003

Le Devoir  
en  
campagne

Voilà donc que la campagne électorale 2003 est lancée. Pour suivre son déroulement, *Le Devoir* a mobilisé toute son équipe de reporters, de photographes, de chroniqueurs et d'éditorialistes. Au cours des 33 jours que durera cette course, nos reporters sillonneront le Québec à bord des autocars qui suivent les chefs dans leurs déplacements afin de vous tenir au courant de l'évolution des débats et des tendances, le tout à la manière du *Devoir*, synthétique et rigoureuse.

Afin d'alimenter la discussion, deux nouveaux chroniqueurs ont accepté d'ajouter leur contribution hebdomadaire à celle de Michel Venne en pages éditoriales, et ce, pour la durée de la présente campagne. Le jeudi, nous publierons les réflexions de l'économiste Léon Courville, ancien président, chef des opérations de la Banque Nationale et auteur de *Place à l'initiative*, ouvrage préfacé par Mario Dumont; le vendredi, ce sera au tour du sénateur Jean-Claude Rivest qui a longtemps été conseiller du premier ministre Robert Bourassa.

Sur un mode beaucoup plus succinct, nous lançons aussi ce matin, en pages d'actualités, une rubrique de campagne intitulée *À chaud*. Six personnalités au profil varié, connues pour leur franc parler, leur capacité d'analyse ou leur engagement dans leur milieu respectif, nous feront partager un très bref commentaire à tour de rôle. C'est donc un rendez-vous auquel vous convient le comédien Raymond Cloutier, le politologue Daniel Latouche, le juriste Julius Grey, la femme d'affaires Denise Verreault, la sociologue Louise Vandelac et le médecin Réjean Thomas.

Évidemment, *Le Devoir* publiera quelques sondages effectués par la maison Léger Marketing d'ici la fin de la campagne, sondages surtout axés sur les enjeux de cette élection, et un carnet de campagne quasi quotidien, rédigé par nos reporters sur le terrain. De même, chaque samedi, vous pourrez faire le point sur le déroulement des événements de la semaine en lisant les analyses de nos reporters chevronnés et les chroniques de Michel David, les plus pertinentes de la presse québécoise, et celles de Jean Dion dont l'humour se double d'une perspicacité inégalée.

Les élections qui viennent vont-elles la reconduction du Parti québécois au pouvoir, le retour des libéraux après deux mandats consécutifs dans l'opposition ou l'émergence de l'ADQ passée de tiers parti à force politique majeure? Pendant 33 jours, *Le Devoir* vous invite à la suivre pour être en mesure de faire le choix le plus éclairé possible le 14 avril.

Jean-Robert Sansfaçon  
Rédacteur en chef



Jean Charest, que l'on voit ici au volant de son autobus de campagne, estime que les prochaines semaines devront permettre de débattre des idées de chacune des formations politiques.

Charest charge le PQ  
et ignore l'ADQ

« Comment un gouvernement peut-il justifier de tels gâchis en santé et à la Caisse de dépôt? »

TOMMY CHOUNARD  
LE DEVOIR

Sherbrooke — Les libéraux piaiffaient d'impatience depuis des mois. Et maintenant que la campagne électorale a officiellement commencé, hier, le chef Jean Charest ne s'est pas fait prier: il a eu tôt fait de lancer une attaque en règle contre le bilan du gouvernement Landry, ignorant presque totalement l'Action démocratique du Québec.

« Comment un gouvernement peut-il justifier de tels gâchis en santé et à la Caisse de dépôt? Il faut le renvoyer », a-t-il lancé hier devant une assemblée partisane gonflée à bloc dans sa circonscription de Sherbrooke. Les pertes de la Caisse de dépôt et de placement, évaluées à 13 milliards de dollars en deux ans, illustrent selon lui la mauvaise gestion des fonds publics durant « les neuf ans du régime péquiste ». « Il a perdu le contrôle des sociétés d'État. Il a gaspillé l'argent que les Québécois lui ont confié. Pour lui, c'est l'argent des autres. Les Québécois méritent plus de respect », avait-il affirmé à Québec plus tôt en journée. Selon lui, le Parti québécois en paiera le

« prix politique » le 14 avril, jour du scrutin.

Jean Charest se sent d'attaque. « Je vous le dis très sincèrement, je ne me suis jamais si bien senti au début d'une campagne électorale. Je suis extrêmement confiant. Pour moi, il n'y a aucun doute sur l'issue de la campagne et le résultat de la campagne », a-t-il déclaré.

S'il part en campagne en étant le chef de parti le moins aimé, Jean Charest ne s'en fait pas outre mesure. « Il n'y a pas un élément seul qui est déterminant. Ce qui compte, ce sont les candidats, le programme, la compétence, l'expérience », a-t-il dit en conférence de presse. Même si les sondages ne lui garantissent pas la victoire, particulièrement auprès de l'électorat francophone, M. Charest estime que « l'interprétation des sondages relève des sports extrêmes ».

Jean Charest a réitéré que la santé sera la priorité numéro un d'un gouvernement libéral en dégageant des moyens financiers par le gel des budgets de tous les ministères, sauf ceux de la santé et de l'éducation. Et même si on connaît le programme de son parti depuis six mois, jour pour jour, et qu'il le répète sans relâche,

Jean Charest estime que « l'ensemble des citoyens du Québec ont bénéficié de notre décision parce que le débat démocratique en a été rehaussé ». « Trente-trois jours pour expliquer les changements qu'on propose, ce n'est pas très long. Nous en étions conscients, et c'est pour cette raison que nous avons pris la décision de dévoiler nos priorités. Je suis convaincu du bien-fondé de notre geste », a-t-il précisé.

Jean Charest ne s'attend pas à une campagne au ton mesquin. « Il y a six mois, on a décidé que ça allait être une campagne de contenu », a-t-il affirmé. M. Charest estime par ailleurs que la question constitutionnelle sera « en toile de fond » tout au long de la campagne. « C'est inévitable », a-t-il dit. « Les priorités des citoyens sont autres que d'essayer de préparer une autre campagne référendaire », a-t-il plaidé. L'ADQ doit d'ailleurs affirmer sa position à ce sujet, la seule remarque que M. Charest ait faite sur le parti de Mario Dumont. « Je ne vais pas donner congé à l'ADQ pour autant », a-t-il précisé.

Depuis cinq ans, M. Charest dit travailler « d'arrache-pied » à ce que le scénario des élections de 1998, sa première campagne comme

chef du parti, ne se répète pas. « En 1998, j'arrivais à la veille de la campagne électorale. Je n'étais pas aussi bien préparé que j'aurais voulu l'être. Les circonstances ont fait en sorte que je n'ai pas eu tout le temps que j'aurais voulu avoir. Au lendemain de la campagne, je m'étais promis que ça allait être différent la prochaine fois. »

Dans Sherbrooke, M. Charest affronte pour la deuxième élection consécutive la vice-présidente du Parti québécois, Marie Malavoy. En 1998, il l'avait emporté par une faible majorité de 907 voix. L'ADQ est représentée par Peter Downey, issu de la famille libérale. L'ancien chef du Parti libéral Daniel Johnson est d'ailleurs venu appuyer M. Charest à Sherbrooke.

Preuve que les libéraux sont pressés d'amorcer la campagne, les organisations libérales de bien des circonscriptions du Québec se sont affairées pendant la nuit de mardi à hier à installer les pancartes aux couleurs du PLQ. Jean Charest passera les quatre prochains jours dans la région de Montréal. Une candidature dans la circonscription de Rosemont sera notamment annoncée aujourd'hui.

## À chaud



DENISE VERREULT

Les régions  
font partie  
du Québec

La campagne électorale est lancée et, avec elle, l'espoir de voir enfin notre paysage politique changer de façon importante. La couleur du parti qui remportera ce scrutin ne m'importe guère. Ce qui compte pour moi désormais, c'est de voir enfin nos politiciens faire preuve de plus de transparence, d'éthique et d'intégrité, mais aussi de les sentir réconcilier leurs gestes avec leurs discours. Surtout quand il est question des régions.

L'opinion est partagée ici, en Gaspésie: depuis que le gouvernement a décidé d'accorder une attention particulière aux régions éloignées, la situation n'a jamais été aussi mauvaise. Sachez-vous, par exemple, qu'en 2003, nous n'avons toujours pas accès à Internet à haute vitesse ici? Et c'est sans parler des problèmes de transport aérien qui rythment notre quotidien. Le transport est pourtant un outil de développement économique, mais plus ça va, moins nous avons d'outils.

Et pas question de se replier sur les mesures fiscales spécifiques aux régions qui, partout au Québec, créent de véritables ghettos financiers. Un exemple: une entreprise gaspésienne ne peut se prévaloir des crédits d'impôt sur l'aluminium parce qu'elle ne se trouve pas au bon endroit sur la carte. C'est ridicule.

La suite se doit d'être différente. Les régions, actuellement délaissées car jugées sans valeur, méritent d'être aidées avec cohérence et surtout avec une politique valable pour l'ensemble de la province. Car nous sommes là, proches des grands centres, même si ces grands centres ont tendance à nous croire éloignés.

Les 33 jours qui viennent vont donc être cruciaux pour notre avenir et il est clair que je ne vais pas manquer une occasion d'interpeller nos candidats sur ces nombreuses questions qui animent le Québec des régions.

Denise Verreault  
est présidente  
du Groupe Maritime Verreault,  
aux Mèchins.

## BATAILLE

SUITE DE LA PAGE 1

pour demander la dissolution de la Chambre et déclencher des élections. Après ces formalités symboliques, héritées de la monarchie britannique, Mme Thibault a souhaité bonne chance au premier ministre sortant et aux autres partis politiques. Elle a également dit espérer que ce scrutin soit l'occasion de « brasser les idées ».

En conférence de presse pour marquer ce début de campagne, le chef libéral Jean Charest s'est livré à une attaque en règle contre le bilan gouvernemental, soulignant entre autres à larges traits les déboires de la Caisse de dépôt et placement. De son côté, le chef adéquate Mario Dumont est passé à l'offensive, affirmant être prêt à assumer le pouvoir.

Invité à identifier qui, de MM. Charest ou Dumont, constitue son principal adversaire, Bernard Landry a répondu avec un brin d'humour: « Je les aime bien tous les deux. » Plus sérieusement, il a affirmé que la crédibilité des changements proposés par l'ADQ s'est rapidement effondrée et que les Québécois se sont retournés vers le PQ, qui a fait des changements au cours des dernières années au Québec. « Mais je vous réitère qu'à mes yeux, le changement des changements, c'est le règlement de la question nationale », a rappelé M. Landry.

Ce dernier en est à sa dixième campagne électorale. C'est maintenant sa bataille pour se faire élire comme premier ministre. Il a en effet accédé à ce poste en mars 2001 après la démission-surprise de son prédécesseur, Lucien Bouchard.

Le premier plongeur politique de M. Landry remonte à 1970, dans la circonscription de Joliette. Après avoir démissionné comme fonctionnaire, son patron d'alors, le secrétaire du conseil exécutif Guy Coulombe, lui avait prêté qu'avec un peu de chance, il deviendrait maire de Joliette dix ans plus tard. « Six ans après, je suis revenu [comme député-ministre], et c'est lui qui m'attendait à la porte pour me montrer mon bureau. J'ai dit: "Guy, j'ai manqué la mairie de Joliette par quatre ans." Alors, on ne sait jamais, en politique. C'est le destin qui décidera », a fait valoir le président du Parti québécois, qui n'a pas voulu indiquer s'il s'agira de sa dernière campagne électorale.

Dans sa petite enfance, sa grand-mère Marie-Anna lui répétait qu'il serait premier ministre un jour. « Peut-être que ça s'est gravé dans mon subconscient. En tous les cas, j'ai fini par faire ce qu'elle voulait que je fasse », a-t-il raconté sur une note personnelle.

M. Landry, qui a eu 66 ans dimanche dernier, a affirmé que le travail de politicien en fait de grandes émotions mais qu'il est souvent périlleux aussi. Il a d'ailleurs reconnu sans ambages que « tout peut arriver: le hasard et la nécessité ».

Comme pour lui donner raison, un premier sondage Léger Marketing au cours de la campagne a été rendu public en début de soirée par TVA. Selon les résultats obtenus auprès de 1000 répondants, libéraux et péquistes sont à égalité, recueillant 38 % de l'appui populaire chacun. L'ADQ se classe troisième après une chute qui lui accorde 23 %. Dans un autre sondage Léger Marketing réalisé entre le 5 et le 9 mars auprès de 1008 personnes, le PLQ prend légèrement les devants avec 38 % des intentions de vote. Le PQ talonne de près, avec 36 %, et l'ADQ est loin derrière avec 25 %. La marge d'erreur est de 3,1 %, 19 fois sur 20. Selon le sondeur Jean-Marc Léger, ces premiers coups de sonde tendent à démontrer que le vote est encore volatile.

Après être monté à bord de l'autocar frappé du slogan « Restons forts », entouré d'une centaine de partisans et de députés sortants, M. Landry s'est rendu à Montréal, dans la circonscription de Gouin. En soirée, il a

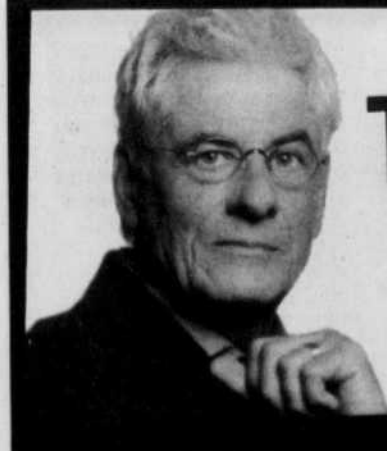
pris la parole devant les participants à l'assemblée d'investiture péquiste du ministre André Boisclair.

Avec ce lancement de campagne, il entend mettre en avant ses engagements, notamment en matière de conciliation travail-famille. Même si, dans le budget présenté mardi, cette promesse n'avait l'allure que d'une vague intention, M. Landry a affirmé qu'au lendemain de sa réélection, son gouvernement adopterait un cadre législatif. Mais il a également affirmé que « ce n'est pas le gouvernement qui va faire la semaine de quatre jours. Ce sont les entreprises ».

Chose certaine, selon le chef péquiste, les promesses de son parti auront la crédibilité que lui confère le bilan de neuf années de gestion gouvernementale. « Quand on a un bon gouvernement, on le garde », a-t-il tranché.

Au moment de la dissolution de la Chambre, le Parti québécois détenait 67 sièges, contre 50 pour les libéraux et cinq pour l'ADQ. S'ajoutent deux sièges occupés par des députés indépendants (Paul Bégin et Jean-Claude Gobe) ainsi qu'un siège laissé vacant par le député démissionnaire Mathias Rioux.

Le Directeur général des élections a évalué le coût de la tenue de ces élections à 57 millions, soit une augmentation de 6,5 millions par rapport au scrutin de novembre 1998.



## Turquie : l'allié récalcitrant.

Ce soir 21 h  
Points chauds

Si la guerre éclate en Irak, c'est la Turquie qui sera un des premiers pays à en ressentir les effets.

Réalisation-coordination: Simon Girard

35 ans

Ça change de la télé  
Télé-Québec  
telequebec.tv

## ÉLECTIONS 2003

Une nouvelle carte électorale

## La tâche sera plus ardue pour certains députés sortants

À chaud



RAYMOND CLOUTIER

C'est parti!

Quelle drôle de vie que celle de politicien! Pour pouvoir obtenir le droit de travailler, de retirer un chèque de paie, il lui faut participer à un grand concours de popularité, faire plaisir à une majorité d'employeurs (les citoyens), trafiquer un peu la réalité, garantir le bonheur aux uns sans faire souffrir les autres!

Mario Dumont doit contenir cette coalition des insatisfaits et de ceux qui ont embarqué sur son tracteur parce qu'il le croyait imbattable. Mais comment garder ensemble tous ces éléments disparates qui n'ont aucun projet commun? Jean Charest joue sa survie politique. Toute l'équipe libérale sortante entrerait dans une longue dépression si elle revenait dans l'opposition. Le Parti libéral deviendra-t-il un tiers parti, confié aux électeurs anglophiles?

Quant à Bernard Landry, un troisième mandat n'est envisageable que si les tenants du libéralisme divisent leurs votes entre libéraux et adéquistes. S'il hérite d'un gouvernement minoritaire, nous aurons une nouvelle vie démocratique. Et s'il perd, il y aura renouvellement chez les souverainistes.

Ah! je rêve d'un scrutin à deux tours, comme en France, avec l'éventail complet d'options au premier tour et le jeu des alliances au second. Il en ressortirait un gouvernement responsable, mais conscient des intérêts qui l'ont mis en place. Bizarre que cet outil ne soit pas apparu dans les travaux de la commission Béland. C'est donc à un jeu à trois, dangereux, fascinant, presque étourdissant, que nous sommes conviés pour choisir notre prochain serviteur.

Raymond Cloutier est comédien

TOMMY CHOUINARD  
LE DEVOIR

S'il apparaît que les élections seront âprement disputées, elles le seront encore davantage en raison de la nouvelle carte électorale, adoptée en décembre 2001 mais qui entre maintenant en vigueur. La réforme de la carte change en effet la donne dans quelques-unes des 125 circonscriptions du Québec et pourrait bien remettre en jeu des circonscriptions autrefois acquises à un parti.

L'île de Montréal perd deux de ses trente circonscriptions, Viger et Bourassa, qui étaient détenues par les libéraux. Dans la circonscription de Rosemont, la ministre déléguée à l'Énergie et députée sortante Rita Dionne-Marsolais hérite d'une partie de la très libérale circonscription de Viger, ce qui pourrait favoriser lors des élections le candidat libéral, qui n'a pas encore été désigné, ou l'adéquiste Denise Larouche, présidente de l'arrondissement Rosemont-Petite-Patrie et conseillère du Vieux-Rosemont. Une autre partie de la circonscription de Viger est divisée entre Jeanne-Mance (qui devient Jeanne-Mance-Viger) et Anjou, qui permettent aux libéraux de disposer d'un appui encore fort dans ces circonscriptions.

Dans Crémazie, le PQ doit maintenant composer avec bien des électeurs de la circonscription libérale de Bourassa. En 1998, la députée péquiste Manon Blanchet ne l'avait emporté que par 308 voix devant son adversaire libéral de l'époque. Si le redécoupage avait été effectif en 1998, Mme Blanchet aurait perdu par plus de 1000 voix. La circonscription de Sauvé-Bourassa, autrefois Sauvé, devient encore plus libérale avec le redécoupage en récoltant une partie de la défunte circonscription de Bourassa. En fait, seulement neuf des trente circonscriptions de l'île de Montréal sont inchangées.

Dans Châteauguay, le redécoupage des limites de la circonscription électorale rend la tâche plus ardue pour le député libéral sortant et critique de l'opposition en matière de santé Jean-Marc Four-



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

En sortant ce matin pour aller au boulot ou à l'école, les Québécois ont vu que leur environnement avait quelque peu changé au cours de la nuit. Le Parti Québécois et, dans une moindre mesure le Parti libéral, ont contrevendu à la loi électorale en placardant si tôt. Ils auraient dû attendre jusqu'à aujourd'hui.

rier, qui avait remporté l'élection de 1998 par seulement 4 % des voix. La partie annexée à sa circonscription, située à l'est et qui appartenait autrefois à La Prairie, est très péquiste. Si elle avait été jointe à Châteauguay en 1998, M. Fournier n'aurait pas remporté l'élection, avec un écart d'un peu plus de 1100 voix.

À Québec, même phénomène. La circonscription de Jean-Talon comprend maintenant un secteur situé autour de l'Université Laval. Tant et si bien que la députée libérale sortante, Margaret Delisle, n'aurait pas été élue en 1998 en vertu de ce redécoupage. Il lui au-

rait manqué plus de 1000 voix. L'ex-maire de Sillery n'aurait gagné que par 156 votes. Dans Laval-des-Rapides, le ministre sortant, Serge Ménard, voit fondre son appui avec le redécoupage, tout comme le chef libéral Jean Charest dans Sherbrooke. Dans les deux cas, les limites de leur circonscription ont été modifiées de telle sorte qu'elles comprennent maintenant des territoires traditionnellement moins enclins à voter pour leur parti.

Deux circonscriptions naissent avec la nouvelle carte électorale. Il y a tout d'abord Soulanges, en Montérégie, qui regroupe la partie ouest

de Vaudreuil, une circonscription libérale, et le nord de Salaberry-Soulanges, qui s'appelle maintenant Beauharnois, une circonscription plutôt péquiste. La lutte sera chaude dans cette nouvelle circonscription.

L'autre nouvelle circonscription est Mirabel, dans les Basses-Laurentides, née de la division du comté d'Argenteuil. Mirabel est formée à 80 % par la municipalité du même nom: Hubert Meilleur, ex-maire de la ville et candidat adéquiste, a donc de bonnes chances de l'emporter.

Après maints débats, il a été décidé que la plus récente version de la carte électorale conserverait les

quatre circonscriptions de la Gaspésie. En raison de leur faible population, elles deviennent des circonscriptions dites d'exception, comme Ungava et les Îles-de-la-Madeleine. La carte électorale n'a pas ajouté de circonscriptions sur l'île Jésus. Laval reste découpée en cinq circonscriptions, malgré la hausse de sa population. Par ailleurs, les circonscriptions de Limoilou à Québec et de Saguenay sur la Côte-Nord changent de nom et deviennent respectivement Jean-Lesage et René-Lévesque. La carte électorale est révisée tous les dix ans pour tenir compte des changements démographiques.

## La CSQ posera des questions sans prendre parti

LIA LÉVESQUE  
PRESSE CANADIENNE

La Centrale des syndicats du Québec ne prendra pas position en faveur d'un des partis politiques, dans le cadre de l'élection générale au Québec, mais compte bien profiter de la campagne pour interpeller les candidats sur les dossiers liés à l'éducation.

La CSQ a justement lancé hier un volet de sa campagne en faveur de l'éducation publique.

«La campagne électorale qui se met officiellement en branle nous offre l'occasion de questionner les candidates et les candidats partout au Québec sur l'importance qu'ils accordent à l'éducation publique et sur les engagements qu'ils comptent prendre à cet égard», a commenté la présidente de la centrale, Monique Richard.

Jointe au téléphone, la responsable des relations avec les médias à la centrale syndicale, Louise Rochefort, a expliqué que la CSQ n'appuierait pas formellement un parti et ne conseillerait pas non plus de voter contre un parti donné.

La plus importante centrale syndicale au Québec, la FTQ, a pour sa part décidé de «faire barrage» à l'Action démocratique du Québec, jugeant son programme antisindical.

La CSQ, dont la majeure partie du membership œuvre en éducation, a plutôt choisi de fournir des informations à ses membres sur les programmes et les engagements, particulièrement en ce qui a trait aux services publics. Mais la centrale ne se contentera pas de fournir de l'information, a noté Mme Rochefort, ajoutant qu'elle jouera «un rôle critique», en s'attardant sur des dossiers précis comme les bons d'éducation, par exemple, ou les investissements dans les services publics.

La centrale syndicale rendra graduellement dispo-

nibles sur son site Web des informations sur la campagne électorale, dont une comparaison entre les différents programmes des partis, y compris le parti de gauche, l'Union des forces progressistes.

Déjà, dans le cadre de sa campagne pour l'éducation publique, la CSQ fait savoir qu'elle est «pour» une éducation orientée sur la réussite scolaire, mais «contre l'approche marchande de l'éducation qui prône la concurrence et l'utilisation des résultats scolaires aux fins de comparer et hiérarchiser les établissements d'enseignement».

La CSQ compte 145 000 membres, dont 100 000 en éducation.

EN BREF

## L'impatience de Dion

(PC) — Poursuivant sa croisade contre le gouvernement péquiste, le ministre fédérale des Affaires intergouvernementales, Stéphane Dion, a fait part de son impatience de voir le Parti libéral de Jean Charest diriger le Québec. «Ça ira tellement mieux quand on aura à Québec un gouvernement qui croit dans le Canada, a-t-il soutenu. M. Charest ne sera pas toujours d'accord avec nous, on le sait très bien — c'est un parti très fier de son indépendance. Mais ce n'est pas un parti qui veut séparer le Québec du Canada. [...] C'est pour ça qu'on envisage avec beaucoup d'enthousiasme un gouvernement à Québec qui croit dans le Canada: ça sera bon pour tous les Québécois.» Le ministre, qui est responsable de l'unité canadienne, a néanmoins assuré qu'Ottawa ne s'ingérerait pas dans la campagne électorale qui s'amorce. «On ne s'en mêlera pas en tant que gouvernement, mais on est des libéraux et on prend pour les libéraux», a-t-il répété.

CONCOURS  
LE DEVOIR

Agadir

au MAROC



Dorint \*\*\*\*\* PALAIS DES ROSES (AGADIR)



La splendeur de l'océan, la senteur des roses et le plaisir de la thalassothérapie se rejoignent au Dorint Palais des Roses.

CE VOYAGE POUR 2 COMPREND :

Billets d'avion aller/retour, 6 nuits à l'hôtel et les petits-déjeuners.

## LE DEVOIR

Retournez à : Concours Agadir, 2050, rue de Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec) H3A 3S1

Le tirage aura lieu le 20 mars 2003 à 15h.

Faites-nous parvenir les coupons de participation avant le 19 mars 2003 à 17h30. Le concours s'adresse aux personnes de 18 ans et plus. Un seul coupon par enveloppe.

Les reproductions électroniques ne seront pas acceptées.

Les conditions et règlements du concours sont disponibles à la réception du Devoir. Valeur de 2 800 \$

Nom : .....

Adresse : ..... App. : ..... Ville : .....

Code postal : ..... Courriel : .....

Téléphone : (rés.) ..... (bur.) .....

Question mathématique : (27+13) - 1 = ..... Abonné(e) : Oui  Non 

Arte Pelle®

CONCEPT UNIQUE SPÉCIALISÉ  
EN MEUBLES & VÊTEMENTS DE CUIRVENTE DE SAISON  
JUSQU'À 40%  
DE RABAIS  
SUR LES MEUBLESCENTROPOLIS, COIN ST-MARTIN ET AUTOROUTE 15 À LAVAL  
(DERRIÈRE LE CINÉMA COLOSSUS) TÉL. : (450) 978-3030

\*À PARTIR DU PRIX RÉGULIER



## ÉLECTIONS 2003



Michel David

## La règle du jeu

**P**aradoxalement, le vainqueur des élections de 1998 n'a pas survécu à ses résultats. Personne ne croyait Lucien Bouchard quand il disait ne pas être un politicien professionnel. C'était pourtant la vérité. Le jeu politique ne l'amusait pas du tout. Condamné à l'impuissance sur la question constitutionnelle, il a préféré rentrer chez lui.

Contrairement à M. Bouchard, les trois chefs actuels aiment la *game*, mais ils en connaissent parfaitement la règle. Cette fois-ci, au moins un des deux perdants devra quitter la scène, peut-être même les deux. *Dura lex, sed lex.*

Le premier ministre Landry a beau en être à sa dixième campagne, il était visiblement nerveux, hier matin, lorsqu'il s'est présenté chez le lieutenant-gouverneur. Tellement qu'il ne semblait plus très sûr de la date des élections. On peut aisément le comprendre: soit le chef du PQ, qu'on disait presque mort, fait le retour du siècle, soit il enterre peut-être à jamais le rêve de millions de Québécois.

Jean Charest aussi montrait des signes évidents de nervosité. Il était le seul des trois à avoir préparé une déclaration écrite, et ses mains tremblotaient un peu lorsqu'il s'est adressé à la presse, le forçant à s'agripper au lutrin. Aucun autre chef du PLQ n'avait survécu à une défaite depuis Adélard Godbout. Il n'a plus droit à l'erreur. Une deuxième défaite ne signifierait peut-être la fin d'aucun rêve, sinon le sien, mais terminer une carrière politique avant même d'avoir atteint la mi-quarantaine, c'est bien tôt. M. Charest a la réputation d'être un bon *campaigner*, mais il faut bien reconnaître qu'il n'a pas gagné grand-chose jusqu'à présent. S'il fallait, en plus, qu'il soit battu dans son comté de Sherbrooke...

Mario Dumont paraissait le plus serein du groupe. Il en a déjà accompli beaucoup depuis un an, lorsque l'ADQ a connu un premier succès à l'élection partielle dans Saguenay, mais une ascension aussi fulgurante peut rendre d'autant plus brutal un retour à la case départ. Les partis politiques sont généralement plus indulgents pour les chefs fondateurs. Encore faudrait-il qu'il y ait toujours un parti digne de ce nom le soir du 14 avril.

Les prochains sondages vont vraisemblablement confirmer la chute de l'ADQ dans les intentions de vote et celle de la popularité personnelle de son chef. S'il y en a un pour qui les premiers jours de la campagne seront cruciaux, c'est bien M. Dumont. Une campagne de 33 jours, c'est très court, répète-t-on, mais ça peut aussi être très long si elle se transforme en descente aux enfers. M. Dumont assure jouer pour gagner, mais il ne faudrait pas s'étonner qu'il se concentre rapidement sur les régions qui offrent le meilleur potentiel à l'ADQ: le Bas-Saint-Laurent, bien sûr, mais aussi Québec et la grande région du 450. Dans son cas, il faut surtout préserver l'avenir.

Lorsqu'il a débarqué à Québec, au printemps 1998, Jean Charest s'était pris à croire ceux qui le présentaient comme un messie, en venant à parler de lui-même à la troisième personne. Dans sa déclaration d'hier, il a plutôt fait référence à son équipe. Celle-ci semble en effet meilleure qu'il y a quatre ans. Une équipe ne remplace pas un chef, mais elle peut parfois contribuer à le rendre plus acceptable. Hier, dans l'entourage libéral, on priait le ciel pour qu'Yves Séguin dise enfin oui.

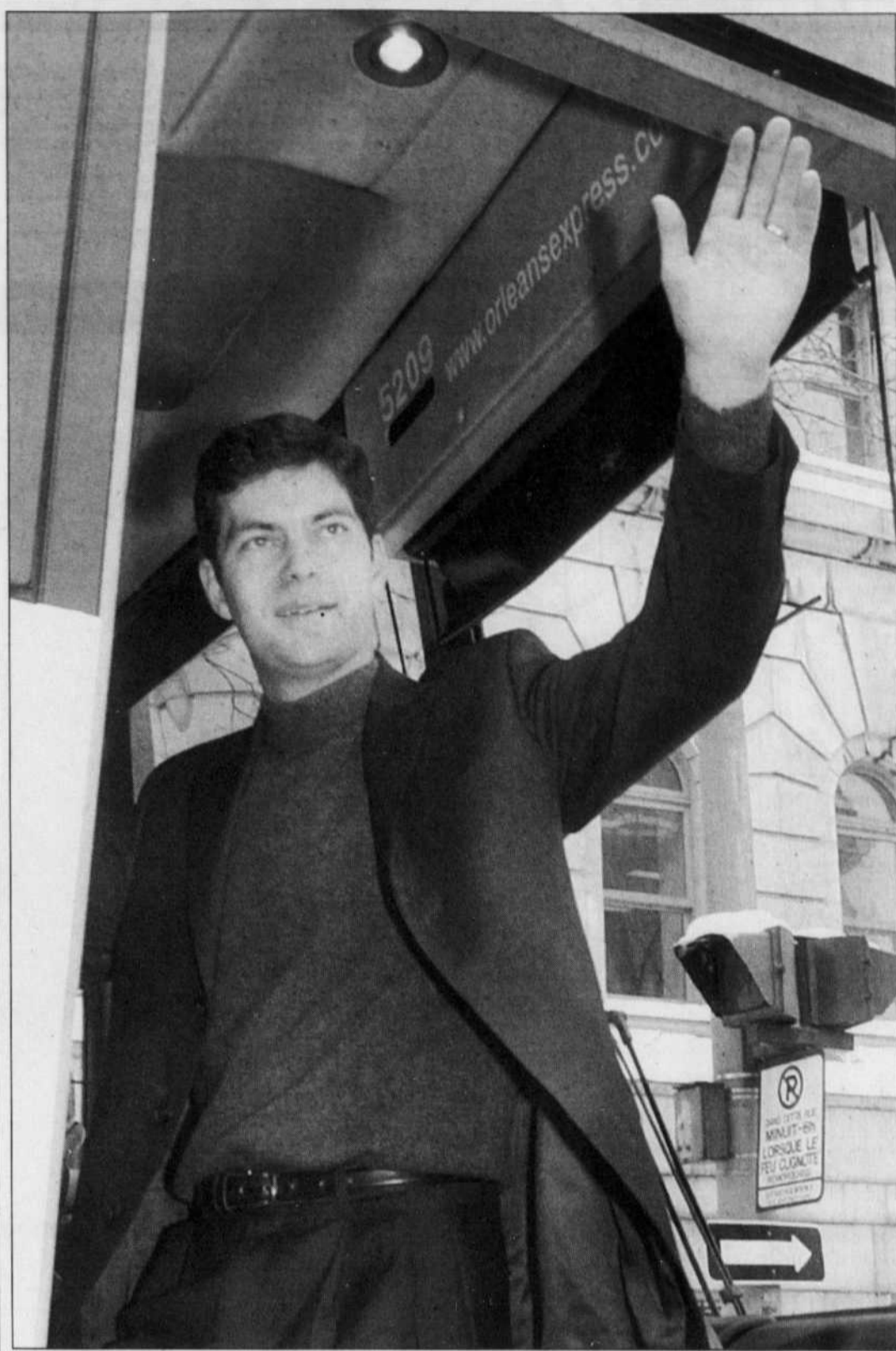
Comme si besoin était, Bernard Landry a encore démontré, au conseil national de la fin de semaine dernière, qu'il est son plus dangereux adversaire. Il a parfaitement raison de préférer la franchise à la langue de bois, mais il n'est pas nécessaire d'insulter les gens pour dire les choses franchement. Les choses vont si bien pour le PQ que M. Landry aurait intérêt à s'en tenir à son bilan et à son programme.

Le premier ministre se dit confiant que le déclenchement des opérations militaires en Irak soit reporté après le 14 avril. Il est cependant très possible que la guerre vienne perturber très sérieusement le déroulement de la campagne. En principe, c'est le PQ qui pourrait en tirer profit et l'ADQ en pâtir, dans la mesure où l'insécurité fait généralement préférer la continuité au changement.

Mario Dumont a peut-être raison de croire qu'en dé tournant l'attention des médias, la guerre pourrait avoir pour effet de renforcer la dimension locale de la campagne. Le chef de l'ADQ y verrait un avantage pour son parti, mais rien n'est moins sûr. Il est vrai qu'il a réussi à recruter quelques vedettes, mais il ne faudrait surtout pas croire qu'on retrouve des Pierre Bourque, des Diane Bellemare ou des Pierre Brien partout.

Sur le terrain, l'organisation adéquate semble présenter des lacunes assez inquiétantes. Ainsi, il n'est pas normal que la nouvelle députée de Joliette, Sylvie Lespérance, soit obligée de faire paraître une annonce dans les journaux locaux pour trouver les scrutateurs qui surveilleront le déroulement du vote le 14 avril. Ces emplois rémunérés sont généralement réservés aux membres du parti. S'il n'y en a pas suffisamment dans un comté représenté par l'ADQ, qu'est-ce que ça doit être dans les comtés «orphelins»!

mdavid@ledevoir.com



Mario Dumont s'est rendu à Rivière-du-Loup, dans son comté, pour lancer sa campagne électorale.

## Une guerre en Irak servirait l'ADQ, croit Mario Dumont

ROBERT DUTRISAC  
LE DEVOIR

**R**ivière-du-Loup — Le chef de l'Action démocratique du Québec, Mario Dumont, a lancé sa campagne dans sa circonscription en dévoilant du même coup le slogan adéquate pour les élections générales: «L'avenir autrement».

En conférence de presse à Québec avant son départ pour Rivière-du-Loup, Mario Dumont n'a pas nié que son parti soit en perte de vitesse par rapport aux deux autres principales formations politiques. Mais le travail de terrain des candidats de l'ADQ saura faire la différence même si la machine électorale adéquate n'a pas la même profondeur que les organisations de ses adversaires. À la ligne de départ, l'ADQ compte 112 candidats sur 125 et entend dénicher les candidats qui manquent à l'appel au cours des jours qui viennent.

Mario Dumont estime que la guerre en Irak, si elle est déclenchée pendant les élections, prendra le pas sur la campagne nationale des trois partis dans les médias. «Ça deviendra une préoccupation majeure dans les nouvelles et ça transférera la campagne au niveau local, a-t-il prédit. Et, croyez-moi, nous n'avons pas peur de ça.» Le travail de terrain et le porte-à-porte des candidats prendront donc encore plus d'importance, ce qui, aux yeux de M. Dumont, devrait favoriser son parti. Il a donné l'exemple du député de Vimont, François Gaudreau, qui se levait à l'aube pour démarcher son comté et qui doit sa victoire à son travail inlassable. «Les gens de l'ADQ sont de gros travailleurs, ce qui n'est pas toujours spectaculaire», a-t-il dit.

«Je me lance dans cette campagne dans l'esprit de

provoquer une réflexion importante dans la société québécoise», a-t-il dit. Le radicalisme est un mot trop fort pour qualifier le changement de société que propose l'ADQ. «Pour moi, le radicalisme, c'est la taille du gouvernement actuel. Pour moi, le radicalisme, c'est le niveau des taxes et des impôts au Québec. Pour moi, le radicalisme, c'est d'avoir une dette de 108 milliards et faire semblant qu'elle n'existe pas. Je pense que ce que l'ADQ propose par rapport aux abus du passé, c'est un rééquilibrage», a-t-il dit.

«Cinq stades olympiques [sont] disparus en fumée dans les coffres de la caisse de retraite des Québécois»

Pour lui, les déboires de la Caisse de dépôt et de placement du Québec «lancent le débat sur notre avenir collectif». Des pertes de 8,5 milliards, c'est «cinq stades olympiques disparus en fumée dans les coffres de la caisse de retraite des Québécois».

«En Amérique du Nord, on est les plus endettés, les plus taxés, notre bas de laine est percé et, à travers ça, on n'a pas plus de services, nos routes sont fissurées. Le modèle de gouvernement libéralo-péquistes, le jugement est assez facile à porter dessus», a lancé M. Dumont.

À propos de la position constitutionnelle de l'ADQ, que le premier ministre Bernard Landry l'a invité à préciser, Mario Dumont a soutenu qu'elle sera bien définie même s'il n'en fera pas un enjeu de la campagne. «Ce qu'on propose, c'est un Québec qui s'occupe de ses affaires, c'est un Québec qui participe à l'intérieur de tous les forums de la fédération canadienne», a-t-il dit. Contrairement au Parti libéral du Québec, l'ADQ «a les mains libres par rapport aux deux partis fédéraux pour défendre la place du Québec à l'intérieur du système canadien. On va le faire avec vigilance mais avec réalisme». Et, surtout, Mario Dumont entend «se battre» pour qu'il n'y ait pas un troisième référendum sur la souveraineté, a-t-il promis.

## Hydroélectricité

## Bourque accuse le PQ d'improviser

PRESSE CANADIENNE

**S**hawinigan — L'ex-maire de Montréal et candidat de l'Action démocratique (ADQ) dans Bourget, Pierre Bourque, estime que le Québec aurait avantage à développer intelligemment le potentiel hydroélectrique. De passage à Shawinigan hier, il a dénoncé l'inaction et l'improvisation du gouvernement péquiste en matière de développement hydroélectrique au cours des dix dernières années.

Flanqué des candidats Luc Arvisais (Saint-Maurice), Louise-Andrée Garant (Maskinongé), Roch Lavolette (Champlain) et Lise Blanchette (Nicolet-Yamaska), Pierre Bourque a livré aux journalistes un exposé théorique sur la nécessité de mieux gérer les sources d'énergie, d'envisager un commerce d'électricité plus actif et de remettre sur la table des grands projets hydroélectriques dans le nord du Québec.



Pierre Bourque

Porte-parole adéquate en matière de développement économique, Pierre Bourque s'est lancé hier dans une tournée du Québec qui le conduira dans une dizaine de régions. Il passera les deux dernières semaines de la campagne dans sa circonscription.

## Gentilly 2

Mais hier, dans la ville qui fut le berceau de l'hydroélectricité au Québec, Pierre Bourque est venu annoncer qu'un gouvernement adéquate favoriserait le développement de la filière hydroélectrique, notamment pour en tirer des revenus intéressants.

Du même souffle, il s'est dit d'accord avec le projet de réfection de la centrale nucléaire de Gentilly 2. «Il faut faire les réparations qui sont nécessaires. La centrale fait partie de notre patrimoine énergétique québécois mais il ne faut pas en construire d'autres. Le nucléaire n'est plus une filière d'avenir», soutient M. Bourque.

Le candidat-vedette de l'ADQ s'est par ailleurs dit plutôt favorable aux projets de microcentrales, pour peu que les projets soient étudiés un par un, au mérite. «Mais il y a encore un potentiel énorme, peut-être de 10 000 mégawatts, à aller chercher dans le nord du Québec», a-t-il ajouté.

## Carnet de campagne

■ L'organisation du Parti libéral du Québec est stricte: aucune sonnerie de téléphone cellulaire ne devra se faire entendre durant les conférences de presse du chef Jean Charest. Elle réclame même 5 \$ à chaque journaliste dont le cellulaire sonne en conférence de presse. Les sommes amassées seront versées à une œuvre de bienfaisance à la fin de la campagne. Déjà, le chef Jean Charest a dû lui-même intervenir hier sur ce sujet lors d'un point de presse au parlement, à Québec. «Chut, il y a une campagne électorale en cours, s.v.p.», a-t-il lancé à des journalistes trop bruyants, en pleine conversation téléphonique après que leur cellulaire eut sonné. Selon nos informations, au moins 10 \$ ont été récoltés durant cette seule conférence de presse.

■ Lors de son arrivée à Sherbrooke, l'autobus de Jean Charest a eu du mal à se rendre à bon port. En fait, il a eu de la difficulté à entrer dans la cour du restaurant La Toque Rouge, où s'est tenue hier la première sortie publique de la campagne électorale de Jean Charest. Des manifestants de Vidéotron étaient présents pour manifester, mais c'est le père du chef libéral, Claude «Red» Charest, qui a malencontreusement bloqué la voie à l'autobus libéral avec son automobile pendant quelques minutes! M. Charest père a répliqué à fiston que c'est l'autobus qui lui bloquait le chemin pour se rendre à une place de stationnement. «On réglera ça plus tard», a lancé à la blague Jean Charest.

■ Le chef de cabinet de Jean Charest, Ronald Poupard, est assurément ce qu'on peut appeler un homme d'expérience. Et les campagnes électorales, il connaît. Sa première campagne remonte... à 1956! Il en a 11 à son crédit, alors que le chef péquiste Bernard Landry en a 10. Il a notamment été candidat libéral en 1966. Entre 1970 et 1978, il a été directeur général du PLQ. Puis, dans les années 80, il a été attaché de presse et directeur des communications de Robert Bourassa. En 1990, il était secrétaire général associé pour la région de Montréal au conseil exécutif. Plus tard, il est resté haut fonctionnaire jusqu'en 1998, alors que Jean Charest l'a nommé chef de cabinet.

PATIENCE, IL ARRIVE.

EN AVRIL LE TOUT NOUVEAU LEXUS RX330



À LA CONQUÊTE DE LA PERFECTION. LEXUS

## É D I T O R I A L

Questions  
aux partis

Le décompte en vue du scrutin du 14 avril est commencé. Puisque aucun des trois grands partis en lice n'a d'avance significative, la campagne électorale sera déterminante dans le choix du prochain gouvernement. Ces quatre prochaines semaines, le pouvoir sera véritablement entre les mains des électeurs.

C'est bien sûr un lieu commun de dire qu'à ces élections, les Québécois auront un vrai choix. Le Parti québécois et le Parti libéral auraient préféré que l'Action démocratique demeure un tiers parti plutôt que d'être l'empêchement de voter en rond qu'elle est devenue. Reconnaissons que si la présence des adéquistes bouscule, il est heureux pour le débat démocratique que le modèle de l'alternance aux huit ans entre péquistes et libéraux soit remis en cause. On aura le choix entre des programmes, des partis et des candidats au poste de premier ministre fort différents, et c'est tant mieux. Notre démocratie est en santé.

L'Action démocratique, aux yeux de certains, a tous les défauts, dont la plupart tiennent à sa jeunesse. Cela explique aussi bien sa rigidité idéologique que ses revirements impromptus. Le renouveau que ce parti incarne suscite la sympathie de bon nombre d'électeurs, disposés à le suivre sur des sentiers que les autres formations politiques ont jusqu'ici refusé d'explorer. Sans l'ADQ, nous n'aurions pas eu l'effervescence politique des derniers mois. On ne peut toutefois élire un gouvernement sur la seule base de la sympathie que suscite le programme d'un parti. Il y a 12 mois, personne n'aurait cru l'ADQ prête à gouverner. At-elle la maturité nécessaire aujourd'hui? C'est la question à laquelle son chef, Mario Dumont, et ses candidats devront répondre pendant cette campagne électorale.

Le Parti libéral, pour sa part, se dit prêt à gouverner. Il attend depuis huit ans ce moment auquel il s'est préparé studieusement, comme en témoignent les nombreuses politiques publiées ces dernières semaines. On peut croire les libéraux lorsqu'ils disent bien connaître les problèmes auxquels le Québec fait face. Contrairement à l'ADQ, on ne propose pas de grands changements mais plutôt un plan qui se veut un modèle de rigueur pour recentrer le gouvernement sur ses deux grandes missions que sont la santé et l'éducation. Face aux deux autres partis, le PLQ voudrait s'imposer comme la voix de la modération. Cette proposition ne saurait toutefois répondre au besoin de changement qui a mené tant d'électeurs à jeter leur dévolu sur l'ADQ ces derniers mois. On sait d'expérience que le Parti libéral peut bien administrer le Québec. Peut-il bien le diriger? D'ici le 14 avril, on voudra savoir si, derrière le plan qu'il défend, ce parti entretient une vision d'ensemble de l'avenir du Québec pour la prochaine décennie.

Victime de la lassitude des électeurs au terme de deux mandats consécutifs, le Parti québécois a été obligé de se remettre sérieusement en question. La grande peur que lui a infligée la montée de l'ADQ a été salutaire. Il est revenu à ses valeurs de base pour se situer franchement au centre-gauche de l'échiquier politique. Fidèle aux valeurs qu'il défend depuis sa création, il arrive à ce scrutin avec de nouveaux projets par lesquels il tentera de convaincre que, malgré son âge, ce gouvernement peut incarner le changement. Toutefois, le Parti québécois nouveau saura-t-il répondre aux attentes des Québécois qui, l'engouement pour l'ADQ l'a démontré, veulent entendre parler non seulement de progrès collectif mais aussi de progrès individuel?

En ce début de campagne, la seule chose qui apparaît certaine est... l'incertitude du résultat. Tout peut arriver. On ne risque toutefois pas de se tromper en prédisant que ce résultat démontrera l'inadéquation de notre mode de scrutin. Dans la meilleure des hypothèses, nous aurons un gouvernement majoritaire élu par une minorité d'électeurs. Il faut que ces élections soient les dernières tenues selon le mode de scrutin uninominal à un tour. L'ajout d'un élément de proportionnelle s'impose pour corriger les iniquités inhérentes au système actuel.

Le 15 avril, le parti appelé à former le gouvernement sera dans une situation paradoxale. Élu selon les règles que nous nous sommes données démocratiquement, il pourra prétendre avoir la légitimité nécessaire pour mettre son programme en œuvre. Mais parce que ce programme n'aura reçu l'appui que d'une minorité d'électeurs, il lui faudra agir avec prudence et modération, qu'il s'agisse de bouleverser notre système de santé, de comprimer les dépenses ou encore d'engager le Québec sur la voie de la souveraineté.

bdescoteaux@ledevoir.ca

## Confusion à l'ONU

À chaque jour son dérapage. Avant-hier, on s'en souviendra, le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, a semé tout un émoi en affirmant que les États-Unis pourraient se passer du soutien des Britanniques dans leur marche sur Bagdad. Hier, ce qui devait être un amendement à la résolution composée par Londres, Madrid et Washington a été réduit à l'état d'une banale annexe à ladite résolution. Dans la foulée, la ministre espagnole des Affaires étrangères a commis tout un impair en affirmant que la résolution en question ne serait pas déposée afin d'éviter le veto français. Son propos a été démenti dans l'heure suivante par le bureau du premier ministre Aznar. Cette addition d'imbroglios a un nom: Tony Blair.

Il ne fait aucun doute que l'opposition grandissante avec laquelle le premier ministre britannique est aux prises a convaincu, voire obligé ses alliés américains et espagnols qu'il fallait lui trouver une porte de sortie honorable. Le moyen choisi? La défense d'une deuxième résolution à laquelle Blair est d'autant plus attaché que l'idée comme la conception lui appartient.

Mais voilà, comme ni les États-Unis ni l'Espagne ne croient à son utilité, la défense de celle-ci s'est avérée cahoteuse. Plus exactement, la bataille pour une autre résolution se fait de plus en plus sous le signe de la mauvaise volonté. À cet égard, croire que les propos de Rumsfeld relèvent de la gaffe et non d'une conviction profonde relève de la crédulité, de la candeur. Pour s'en convaincre, il suffit de lire et de relire les commentaires récents de Condoleezza Rice, patronne de la sécurité nationale, pour se rendre compte jusqu'à quel point l'ONU et son souci pour la légalité sont considérés comme des embarras.

Et si, là encore, on doute toujours que la Maison-Blanche soutient timidement Blair dans sa tentative, alors comment qualifier son refus d'adhérer à la proposition britannique en ce qui concerne le délai? À moins qu'il ne change d'idée à la dernière minute, Bush ne veut rien savoir d'une prolongation de dix jours au-delà du 17 mars, comme le souhaitent les Britanniques. Après la France et l'Allemagne, les États-Unis sont prêts à étendre leur politique au forçage à Tony Blair.

## LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA  
LE 10 JANVIER 1910  
FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX  
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSAFON  
Vice-présidente finances et administration CATHERINE LABERGE  
Directeur de l'information JULES RICHER  
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,  
JEAN-FRANÇOIS NADEAU, LOUIS LAPIERRE  
Directeur artistique CHRISTIAN TIFPET  
Directeur, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE

PHOTO OFFICIELLE POUR L'AFFICHE DE BERNARD LANDRY...



## LETTRES

## Une «jasminade» de plus

La réplique (*Le Devoir*, 10 mars 2003) de mon ex-petit camarade au FRAP, Paul Cliech, du parti UFP, m'amène à dire ceci: par deux fois, il affirme que «l'indépendance du Québec n'est pas une fin en soi». Voilà bien ce qui, irréductiblement, nous sépare — et lui amène un militant anglophone (ou allophone) sur deux. J'aurais été bien plus virulent si j'avais écrit au lendemain de la «partielle» dans l'ex-comité de Gérard Godin (Mercier) quand son parti a fait élire une «libérale» fédéraliste. Jusqu'à ma diatribe anti-UFP, à ses yeux, j'étais «un intellectuel de grande valeur» (ses mots). À la veille de répéter (de perpétuer?) son ouvrage de sape, que suis-je devenu? Non, le PQ n'est pas «propriétaire du projet souverainiste». Quelle idée! Il n'en reste pas moins le solide et seul vrai moyen d'y arriver. Après la victoire, ce sera inévitable, il y aura des libéraux et des conservateurs. En attendant, j'enragerai toujours de voir ces stériles «diviseurs du vote indépendantiste», c'est tout.

Et... «Pleure pas, Catherine» (*Le Devoir*, 12 mars 2003, «Jasmin ne me fait pas rire mais pleurer»). Juste admettre, jeune femme, qu'il y a et qu'il y aura des conservateurs et des libéraux... que le Québec libre établi, il y aura deux partis (au moins). Et vous vous trompez: le PQ n'est ni si libéral, ni si social-démocrate. Les Biron, Grégoire et compagnie amènent des flots de conservateurs (néoduplessistes) lors du grand rassemblement lèvesquien (ceux du RIN, absorbé comme de force!). Etiez-vous trop jeune? Alors, oui, un seul combat: «une patrie pour une nation». Par la suite, bataille normale des deux tendances — droite, gauche —, comme en France, aux États-Unis, etc.

Claude Jasmin  
Sainte-Adèle, le 12 mars 2003

## La bonté du millionnaire

Le budget Marois confirme encore que la social-démocratie est la générosité des millionnaires qui libèrent leur conscience en payant des biens et services en lieu et place de l'individu.

Mais cet individu souhaite devenir autonome au point de ne pas avoir besoin de la bonté étatique. Chacun aimerait payer lui-même librement, où et quand il le veut. Hélas, le dernier budget ancre de plus en plus l'individu dans la dépendance collective. J'espère un budget qui se préoccupera de rendre les gens capables.

François Gélinas  
Sorel-Tracy, le 11 mars 2003

On rit,  
mais c'est pas drôle!

La rectitude politique et son cortège d'esprits chagrins font leur travail de sape au sein des groupes les mieux intentionnés. Conscients de cela, les communicateurs qui entourent M. Landry ont du fil à retordre. Notre premier ministre laisse échapper des paroles qui ne correspondent pas à la grille en vigueur. L'histoire du «chiffon rouge» lui avait attiré des coups de règle sur les doigts. Il a émis des propos «malheureux» sur les enfants qui arrivent le ventre vide à l'école, et nous nous ofusquons par médias interposés alors que nous savons tous que la pauvreté n'explique pas tout. Et voilà que le président de la Sun Life lui apparaît plus sympathique que les groupes de femmes. La franchise comique de cette déclaration n'a fait sourire que les caricaturistes. C'est qu'aujourd'hui, les «ismes» (féminisme, sexisme,

racisme, antisémitisme, etc.) constituent le tamis obligé de tout discours, peu importe que ce discours soit intelligent ou crédible. L'important est qu'il «passe». Par ailleurs, nous reprochons aux politiciens leur habileté à mentir et exigeons d'eux plus de transparence. A eux de se débrouiller avec toutes ces contradictions!

Ceci dit, la fréquentation et l'exercice du pouvoir requièrent une bonne dose d'humour pour demeurer viables. Malheureusement, à cause de cette satanée rectitude, les femmes ratent complètement le bateau. Résultat: un premier ministre culpabilisé fait la manchette, comme un gamin qui a dit un gros mot. Alors que tout ça aurait pu tourner à la blague. La situation devient grotesque. Pas étonnant qu'il y ait si peu de femmes chez les humoristes!

Paradoxalement, on étale, dans les revues et les émissions féminines de tout poil, entre l'analyse du dernier mascara et la biographie d'une top modèle, une sollicitude inquiète pour les «pauvres» hommes qui ont perdu leurs repères masculins. On décrie qu'il est temps pour eux de se reprendre en main. Allez, mes sœurs! Nouvelle mission au programme! Après avoir grondé le premier ministre, obligeons nos conjoints à s'inscrire au cours d'«identité 101»!

Toutes ces manifestations ne relèvent plus d'un féminisme bien inspiré mais d'un matriarcat qui s'apparente aux aspects les plus antipatriarques du patriarcat. En ce sens, je doute fort que les femmes qui accèdent au pouvoir sans avoir dépassé cette dichotomie soient «meilleures» que les hommes, surtout si elles n'apprennent pas à rire un peu plus d'elles-mêmes et des autres.

Ginette Desmarais  
Le 11 mars 2003

## LIBRE OPINION

## Une hirondelle ne fait pas le printemps

Quelques précisions sur la situation des femmes françaises en politique

KRISTOFF TALIN  
Chercheur au CNRS (France)  
et professeur invité (sociologie) à l'UQAM

Quoi qu'il puisse apparaître, il faut se méfier des à-priori. Tout le monde sait qu'une hirondelle ne fait pas le printemps; tout le monde devrait savoir qu'une loi ne réforme pas une société. Dans un article sur la politique au féminin, paru dans l'édition du *Devoir* des 8 et 9 mars derniers, Marie-André Chouinard rapporte les propos de Chantal Maillé, professeure à Concordia. Sans vouloir remettre en doute les conclusions de ma collègue, il me semble néanmoins que son propos pêche par excès d'optimisme et par manque de précision sur la situation française.

La loi du 6 juin 2000 rend obligatoire la parité hommes-femmes dans les scrutins de liste. Si les élections municipales fonctionnent selon ce mode de scrutin, il faudrait, pour que cette loi soit vraiment applicable, que les élections législatives aient un scrutin de liste, ce qui, par définition, n'est pas possible pour l'élection d'une seule personne.

Le mode de scrutin des législatives — uninominal à deux tours — rend donc impossible l'application *stricto sensu* de la loi. Ainsi le confirme un rapport de l'Observatoire de la parité entre les femmes et les hommes, qui rapporte qu'il «n'est donc pas exact de dire que les partis ou groupements politiques qui ont investi moins de 50 % de candidates aux élections n'ont pas respecté la loi du 6 juin 2000». Cependant, poursuit l'observatoire, les partis doivent assumer la responsabilité de ne pas respecter «l'esprit de la loi» contenue dans la modification de l'article 3 de la Constitution:

«La loi favorise l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et aux fonctions électives.»

C'est donc par des mesures incitatives que le gouvernement entend instaurer la parité aux législatives. Ainsi, l'article 15 impose des pénalités financières aux partis qui ne respectent pas la «loi» sur la parité. Or l'étude des candidatures aux élections législatives montre que les partis politiques se soucient fort peu de l'aspect pécuniaire et que l'amende est bien insignifiante par rapport aux gains que cela leur apporte.

Certes, le nombre de candidates a explosé, mais cela est dû aux «petits partis», qui n'ont aucun député et n'ont aucune chance d'en avoir. Aucun parti parlementaire, à l'exception des Verts, n'atteint les 50 % de femmes. Le Parti communiste a 44 % de candidates et le Parti socialiste — pourtant l'instigateur de la loi — en compte seulement 37 %. À droite, la situation est encore plus précaire, avec 20 % de femmes à l'Union pour la majorité présidentielle et 19 % à l'Union pour la démocratie française. Entre 1997 et 2002, le pourcentage de candidates a progressé de 8,2 % au PS, de 10,4 % à l'UDF, de 12,4 % à l'UMP-RPR, de 17,1 % au PC et de 22,3 % chez les Verts. Or cet ordonnancement suit à peu de chose près celui des groupes politiques à l'Assemblée nationale.

Plus un parti a d'élus ou de chances d'avoir des élus, moins son pourcentage de candidates est élevé. Cette première conclusion donne un portrait beaucoup moins idyllique de la situation française.

Cette observation se double d'une seconde. Les candidates des partis parlementaires sont beaucoup plus souvent investies par leur parti

dans des circonscriptions difficiles, voire perdues d'avance. Ceci explique le faible pourcentage de députées (71 sur 577, soit 12 %). Cette situation est très différente et surtout beaucoup plus inconfortable que la situation du Canada puisque, au niveau fédéral, alors que les femmes représentaient 21 % des candidates en 1997, elles totalisaient 62 élues sur 301, c'est-à-dire 20,5 %, soit près du double de la France. Par ailleurs, comme nous le dit Chantal Maillé, ce pourcentage est de 26 % à l'Assemblée provinciale de Québec.

Pour terminer ce propos, je souhaiterais rappeler deux choses:

■ Il convient de se méfier en ce qui a trait à la promulgation d'une loi et à sa promotion. Le débat sur la parité a été vif en France, mais les conclusions sont pour l'instant très maigres. Même le Parti socialiste a préféré contrevenir à la loi qu'il avait fait voter. Certains politiques ont, en France, oublié les paroles du sociologue Michel Crozier: «On ne change pas la société par décret.»

■ Sans vouloir, pour ma part, dresser un portrait sans tache de la société d'ici, il n'en reste pas moins que la situation des femmes en politique est plus inconfortable qu'outre-Atlantique. Il y a certes des choses qui peuvent changer et qui peuvent être améliorées... comme partout. Mais la société canadienne en général et la société québécoise en particulier semblent en avance sur au moins un point. C'est en stimulant les candidatures à la base que la présence des femmes en politique se développera, pas en l'imposant par le haut. Il ne faudrait donc pas que la lectrice — ou le lecteur — croie que l'avenir est dans le législatif... Bien au contraire, il est dans la conscientisation et l'action politique à la base.

## IDÉES

Selon une recherche inédite de l'ENAP et de l'INRS

## Rien n'a changé dans le domaine des appareils de loterie vidéo

Avec l'implantation du casino de Mont-Tremblant, il n'y aura pas de diminution globale de l'offre de jeu entre 2003 et 2005

YVES BOISVERT  
ÉLISABETH PAPINEAU  
YVES BÉLANGER  
HAROLD VÉTÉRÉLaboratoire d'éthique publique de l'ENAP  
et de la chaire Fernand-Dumont (INRS)

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Plus de 80 % des répondants estiment que le gouvernement fournit un effort insuffisant en matière de prévention du jeu pathologique et de sensibilisation à ce problème. Ils demeurent sceptiques face à la volonté gouvernementale de trouver de vraies solutions aux problèmes associés aux appareils de loterie vidéo.

Par ailleurs, on estime que le déplacement de l'offre de jeu à l'extérieur du quartier immédiat de résidence ou de travail aurait pour effet de freiner les décisions de jeu impulsives, octroyant plus de temps pour penser avant d'agir. Finalement, nos répondants estiment que les programmes d'exclusion seraient mieux gérés en des lieux spécialisés que par les propriétaires de bars, qui ne tirent ni intérêt ni avantage à exclure de leurs établissements les gros joueurs qui leur assurent la majorité de leurs profits. La majorité des propriétaires de bars sont en défaveur de la centralisation.

À la lumière des résultats du sondage de Léger Marketing à ce sujet, une évidence s'impose: en se prononçant de façon tranchée contre la présence des ALV dans les bars, les brasseries ou les tavernes, les restaurants et les centres récréatifs (on parle d'une défaveur atteignant des taux aussi élevés que 61 %, 92 % et 91 % respectivement), les répondants expriment une vigoureuse contestation du réseau actuel. Il y a préférence pour les sites exclusivement réservés aux jeux de hasard au détriment des endroits «mixtes» qui jumellent d'autres sortes de divertissements, comme les quilles ou les courses de chevaux, par exemple.

## La visibilité des appareils de loterie vidéo

La grande majorité des répondants reconnaissent qu'isoler ou exposer les ALV n'empêchera pas ou empêchera peu les joueurs pathologiques de jouer. Par contre, certains affirment qu'un effet d'entraînement est créé autour du joueur gagnant, entraînant d'autres clients à tenter leur chance afin de décrocher, eux aussi, le gros lot.

D'autres répondants ont évoqué la dévalorisation de l'environnement provoquée par l'apparition des machines dans ces lieux où on se réunissait jadis pour socialiser, phénomène confirmé dans le film *Maudite machine* (Christian M. Fournier et Biz, réalisateurs, Les Productions Calambredaines, 2002). Par ailleurs, il est certain que plus le jeu est exposé, plus il devient banal et légitime d'y jouer.

Cette banalisation a un effet pervers, particulièrement chez les jeunes, selon nos répondants, qui évoquent le fait que la prévalence du jeu pathologique chez les jeunes est supérieure à celle chez les adultes. Finalement, la plupart des personnes interrogées mentionnent que les ALV ne devraient pas être visibles de la rue et qu'une réglementation

plus stricte est nécessaire en ce qui concerne l'affichage annonçant la présence d'ALV dans les vitrines des établissements.

La grande majorité (85 %) des Québécois interrogés dans le sondage Léger Marketing estime que les appareils de loterie vidéo devraient être isolés lorsqu'ils sont présents dans les lieux publics comme les bars ou les restaurants.

## La présence des guichets automatiques dans les lieux de jeu

La majorité des gens interviewés considère que les guichets devraient être interdits dans les établissements exploitant des ALV, plusieurs joueurs ayant définitivement perdu le contrôle et dépassé les limites fixées à cause de cette innovation. Les seules divergences provenaient des propriétaires de bars.

Un tenancier de brasserie a affirmé que c'était Loto-Québec même qui lui avait vendu l'idée de se doter d'un guichet privé afin d'éviter que le client quitte les lieux pour aller se renflouer.

Comme dans le cas des questions de responsabilité, de centralisation et de visibilité, le sondage d'opinion révèle qu'il existe un consensus au sein de la population québécoise, qui désapprouve massivement (à 80 %) le fait que des guichets automatiques soient présents à proximité des aires de jeu.

Depuis que cette étude a été menée, le MSSS a annoncé son plan d'action gouvernemental sur le jeu pathologique 2002-05, document rempli de bonnes intentions en matière de prévention et de traitement. En novembre dernier, Loto-Québec présentait à son tour *L'offre de jeu au Québec: un réaménagement nécessaire - Une orientation moins locale, plus touristique*, document dans lequel elle affirmait vouloir réduire l'accès aux appareils de loterie vidéo.

La «réduction volontaire du nombre d'appareils [et] l'attrition naturelle» proposées depuis par la ministre Pauline Marois nous semblent être des façons bien timides de diminuer l'accessibilité du jeu, d'autant que les calculs démontrent qu'avec l'implantation du casino de Mont-Tremblant, il n'y aura pas de diminution globale de l'offre de jeu entre 2003 et 2005.

Nous estimons que d'autres scénarios basés sur un principe de précaution sont possibles et souhaitables et nous proposons une série de pistes de solutions au gouvernement et à la population.



Léon Courville

## Les idées mènent le monde

Pendant la campagne électorale, nous accueillerons deux nouveaux chroniqueurs. L'économiste Léon Courville, auteur de *Place à l'initiative*, publié chez Québec Amérique et préfacé par Mario Dumont, s'exprimera le jeudi. Le vendredi, ce sera au tour du sénateur Jean-Claude Rivest, qui a longtemps été conseiller de Robert Bourassa, d'occuper l'espace ci-dessous.

La campagne électorale amorcée est déjà désamorcée. Ce qui devait s'annoncer comme un débat éclairant risque fort de se noyer dans la complaisance du statu quo. Le dimanche a été causé par ces éclaircisseurs de l'opinion publique qui n'éclaircissent pourtant pas, sauf pour mieux obscurcir un nouveau concept, une nouvelle idée, et qui l'assomment de jugements sommaires.

La percée spectaculaire de Mario Dumont dans l'opinion publique résultait de propos convaincants dans les diagnostics à poser tout comme dans les solutions proposées. On lui reconnaissait la sagesse de percer l'hypocrisie des tabous, le courage de soulever des points de vue qui s'écartent de la sagesse conventionnelle, et, face à une certaine adversité dans ce qu'on lui conseillait de ne pas dire, il le répétait avec plus de conviction. Vu comme un idéaliste auquel il faut pardonner les écarts de jeunesse, sa montée dans l'opinion publique demeurait inoffensive.

Ensuite, la portée de ses propos a franchi les frontières de l'indifférence; l'éclaircie bienfaitrice se faisait menaçante. Ce fut l'érection des barrages sur les routes du débat. Comme l'écrivait Kundera, «[...] le conformisme de l'opinion publique est une force qui s'est érigée en tribunal, et le tribunal n'est pas là pour perdre son temps avec des pensées, il est là pour instruire des procès».

Dans la presse, les quolibets ont poussé comme des champignons; on ne discute plus, on ne discourt plus, on garroche des vocables qu'on prend pour des concepts mais qui ne sont en fait que des mots assassins. Les termes «néolibéraux» et «droite», utilisés pour mettre en capsule un courant d'idées que pourtant des sociétés ayant goûté aux bienfaits (affaires) du socialisme ont décriminalisé afin de protéger et de renforcer des idéaux que tous nous épousons. Du fast-food de la pensée pour éviter de montrer ses propres limitations intellectuelles.

Le débat sur la santé est le plus significatif. Le gouvernement actuel a eu à son actif deux réformes qui ne semblent rien avoir donné, sauf peut-être d'avoir empiré la situation. D'abord, la mise à la retraite des soldats de la première ligne, comme si on avait trop de soigneurs; et pourtant, il y avait des files d'attente. Puis, la commission Clair a été créée selon l'hypothèse voulant que mettre de l'eau dans un baril percé ne résout rien: on reconnaissait en coulisses que la rigidité des conditions de travail était le frein à toute solution pouvant assainir la machine. Le problème a été relégué aux oubliettes, faute de n'avoir pu rallier on sait qui.

Alors, on fait quoi? On permet à ceux — et pas juste les riches — qui le peuvent d'avoir accès à des soins comme ceux que se payent les syndiqués dans les conventions qu'ils signent auprès des employeurs privés. Pourquoi eux et pas tout le monde? L'ouvrier autonome qui doit subir une longue liste d'attente pour un examen que certains (riches, syndiqués, plogués) peuvent se procurer en clinique privée ne sacrifie pas que du temps mais aussi des revenus. Tant qu'à y être, j'aimerais remplacer «ouvrier» dans la dernière phrase par «mère monoparentale avec trois enfants à la maison!».

Puis, on réitère que l'organisation du travail (et ce n'est pas qu'une question syndicale ou de syndicats) doit nécessairement être revue. Il n'est pas anormal de raisonner ainsi; la gestion centralisée connaît des limites que nous semblons avoir atteintes. Pourquoi lyncher ces propositions? Parlons-en à ceux qui soignent, médecins et infirmières, par-dessus, pour une fois, la tête de cette myriade de petits boss.

Pourtant, je ne crois pas que M. Dumont soit un idéologue ou un doctrinaire. Sa démarche s'inspire d'une volonté de pragmatisme dans le périmètre des grandes valeurs qui ont bâti notre système actuel. Ce sont plutôt les pseudo-intellectuels de notre presse écrite qui ne peuvent pas raisonner en dehors du catéchisme de leur affiliation secrète.

Quel est mon conseil à M. Dumont? Gardez le cap, cher monsieur. Continuez à dénoncer les enflures hypocrites et à proposer des aménagements qui tombent sous le sens. Les électeurs ont vécu ce que vous dites; ils ont compris que le système a craqué. Ils reconnaîtront que vous êtes le seul à proposer des solutions cohérentes; tout ce que vos opposants peuvent offrir, c'est plus d'argent mais rien pour alléger la gestion bloquée.

Ensuite, dans les cuisines, ils en discuteront, à l'abri des *columnists* impertinents. Et quand vous serez sous leurs micros, faites comme Kundera: «Vous êtes communiste, M. Kundera? — Non, je suis romancier. — Vous êtes dissident? — Non, je suis romancier. — Vous êtes de gauche ou de droite? — Ni l'un ni l'autre, je suis un romancier.»

M. Dumont, vous êtes un politicien pragmatique. Vous avez déjà percé l'armure de vos adversaires, qui se doivent de reconnaître vos succès. Et à mes yeux, pour le moment, vous n'avez de comptes à rendre à personne, ce qui vous qualifie pour mieux gouverner.

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine : Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (stagiaire), Marie-Andrée Chouinard (éducation), Paule des Rivières (éditorialiste), Jean Dion, Louis-Gilles Francœur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Josée Boileau, Julie Carpentier (sports), Brian Myles (justice et faits divers), Isabelle Paré (santé), Pauline Gravel (science), Michel Garneau (caricaturiste), Diane Précourt (pages éditoriales, responsable des pages thématiques), Martin Ducloux et Christine Dumazet (relecteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle : Michel Bélair (responsable), Jean-Pierre Legault, Stéphane Baillargeon (théâtre), Paul Cauchon (médias), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma), Bernard Lamarche (arts visuels); à l'information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Reny, Eric Desrosiers, Valérie Dufour, Claude Turcotte; à l'information internationale : Claude Lévesque, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélius (correspondants parlementaires à Ottawa), Tommy Chouinard et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Louise-Maude Rioux Soucy, Geneviève Ots-Dionne (commiss). LA DOCUMENTATION : Gilles Paré (directeur), Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa). LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING, Jacqueline Avril, Jean de Billy, Gyslain Côté, Marlène Côté, Annie Duguay, Martin Fournier, Christiane Legault, Amélie Maltais, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Micheline Rueland (publicitaires), Laurence Thériault (directrice adjointe), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire). LA PRODUCTION Daniel Bazinet (responsable de la production), Claudine Bédard, Michel Bernatchez, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Olivier Zaida. INFORMATIQUE, Yanick Martel (responsable). PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE, Linda Thériault (responsable service à la clientèle, distribution et tirage), Marie-Eve Santerre, (coordonnatrice à la promotion et à la sollicitation), Motique/Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc, Marie-France Dalcourt. L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Germain Haec (contrôleur), Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Chantal Rochon, Danielle Ross. LA FONDATION DU DEVOIR Roger Boisvert (vice-président exécutif et directeur général).

# LE DEVOIR

## ACTUALITÉS

### PQ

SUITE DE LA PAGE 1

à une campagne électorale, Bernard Landry aura fort à faire pour conserver son calme.

Le caractère de M. Landry apparaît d'autant plus important que l'entourage de ce dernier avait réussi à peaufiner son image afin qu'il s'en dégage l'assurance et le contrôle nécessaires pour surmonter les problèmes auxquels doit faire face un gouvernement. Avec l'imminence d'une déclaration de guerre des États-Unis contre l'Irak, le sentiment de sécurité à créer dans la population devient primordial. Le Parti québécois pourrait bien tirer profit du conflit, à condition que l'électorat retrouve chez M. Landry une figure de stabilité.

Chose certaine, l'appel aux urnes pour le 14 avril permettra à M. Landry et à son équipe d'éviter de douloureux débats à l'Assemblée nationale, notamment sur les déboires de la Caisse de dépôt et placement. La campagne risque fort de brouiller ce délicat dossier.

Le Parti québécois dit vouloir parler de souveraineté, lui réserver une «place grandiose» durant cette campagne. Du même souffle, il tente de dissocier son option de sa finalité, qui passe nécessairement par un référendum. Des conditions gagnantes de Lucien Bouchard, on est passé à l'assurance morale de Bernard Landry avant de tenir un troisième référendum. Cette carte doit ramener au PQ les souverainistes «égérés» à l'Action démocratique, table-t-on au sein du parti.

Mais il semble difficile d'évaluer les effets de ce choix stratégique sur l'électorat. Depuis l'ascension de l'ADQ, les partis politiques font face à un problème de logistique: le pointage. Jusqu'au printemps dernier, l'étiquette fédéraliste ou souverainiste servait à départager la clientèle de l'un et l'autre parti. Mais l'ADQ tente de se positionner hors du champ constitutionnel, ralliant du coup des militants et des candidats des deux tendances.

Mais Martin Dubé ne s'en fait pas outre mesure. La sollicitation des électeurs a été modifiée. «Nos militants sont entraînés à faire la promotion des engagements de notre parti et à parler du bilan du gouvernement. En plus, le travail de pointage se fait de façon différente selon qu'on est en milieu rural ou en ville, où les gens ne connaissent pas leur quatrième voisin», explique Martin Dubé.

Ce dernier dirige le Parti québécois depuis moins d'un an et a reconstruit une équipe notamment à l'organisation et aux communications. D'ailleurs, ce dernier élément connaît des ratés depuis quelques mois, ratés que le dynamisme ambiant a su gommer. En coulisse, on assure que le problème sera réglé avec le déclenchement des élections.

Il y a encore quelques jours, plusieurs fils restaient à attacher, notamment sur le plan de la logistique. Mais Martin Dubé souligne que des changements et des ajustements seront faits tout au long de la campagne.

Du côté du financement, le PQ se dit prêt, alors qu'au début de février, la situation soulevait des questions. Sans rien dévoiler, M. Dubé affirme que l'objectif d'amasser 1,6 million pour la caisse électorale (nationale) a été dépassé. Les coffres des associations dans les circonscriptions seraient également suffisamment garnis pour mener la bataille, assure M. Dubé.

Pour ce qui est de l'équipe de candidats, il en reste près de 70 à être choisis en assemblée d'investiture. Avec le déclenchement des élections, le processus est modifié: le délai de mise en candidature et celui pour la tenue d'une investiture se comptent en jours plutôt qu'en semaines.

Par ailleurs, le PQ mise peu sur des candidatures de prestige. Est-ce faute de pouvoir en recruter? «On ne parle plus de vedettes mais de compétences qui s'ajoutent», commente M. Dubé.

## LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du Devoir: [www.ledevoir.com](http://www.ledevoir.com)

### Comment nous joindre?

#### La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333  
Par télécopieur (514) 985-3360  
Par courriel [redaction@ledevoir.com](mailto:redaction@ledevoir.com)

#### L'agenda culturel

Au téléphone (514) 985-3346  
Par télécopieur (514) 985-3390

#### La publicité

Au téléphone (514) 985-3399  
Par télécopieur (514) 985-3390  
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

#### Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344  
Par télécopieur (514) 985-3340  
Par courriel [avisdev@ledevoir.com](mailto:avisdev@ledevoir.com)

#### Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322  
Par télécopieur (514) 985-3340

#### Service à la clientèle et abonnements

Au téléphone (514) 985-3355  
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30  
Par télécopieur (514) 985-5967  
Par courriel [abonnements@ledevoir.com](mailto:abonnements@ledevoir.com)  
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle.

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal, Québec, H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean-sur-Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

### ADQ

SUITE DE LA PAGE 1

«la sale campagne de 1956», les adéquistes ne font aucunement leur mea-culpa. «Ce n'était pas une erreur C'est un ras-le-bol qui s'est exprimé en fin de semaine», souligne-t-on dans l'entourage de Mario Dumont.

Assisterons-nous à une sale campagne en 2003? La députée adéquistes de Berthier et porte-parole en matière de famille et d'enfance, Marie Grégoire, ne le souhaite pas. «J'espère que ça va demeurer au niveau des idées», dit-elle. «Les gens qui me connaissent savent très bien que c'est comme ça que je fais de la politique.» Mme Grégoire compare l'ADQ à un orchestre. «On a différentes partitions. Des fois, il y en a qui jouent plus fort que les autres.» Quant aux invectives, «ce ne sera pas la marque de commerce de l'ADQ», prédit-elle.

La campagne de l'ADQ sera axée sur le vieillissement de la population. Autour de ce thème central chargé d'une certaine anxiété se greffent les propositions de changement de l'ADQ visant l'apport du financement privé en santé et la réduction de la dette.

Les adéquistes s'attaqueront au bilan du gouvernement, dénonçant le fardeau fiscal des Québécois, le plus lourd en Amérique du Nord, la bureaucratie et son corollaire, une fonction publique trop imposante et la réglementation tatillonne. Comme les libéraux, ils promettent des baisses d'impôt.

Le candidat-vedette Pierre Bourque mènera campagne non seulement dans son comté mais sur toute l'île de Montréal, où il est chargé de la campagne adéquistes. Mais il partage cette responsabilité avec l'organisateur Claude Lachapelle, un adversaire poli-

### PLQ

SUITE DE LA PAGE 1

organisations de comté vont avoir leurs fonds pour faire une campagne au maximum des dépenses permises par la loi», indique Joël Gauthier.

C'est bien connu, le PLQ axera sa campagne électorale sur la santé et désire tailler en pièces le bilan du gouvernement Landry dans ce domaine. En bref, le programme libéral veut geler les budgets de tous les ministères sauf ceux de la Santé et de l'Éducation, afin d'accorder à ces derniers un réinvestissement majeur et d'alléger le fardeau fiscal des particuliers, de cinq milliards sur cinq ans.

Les libéraux parcourront le Québec depuis septembre dernier avec ce programme sous le bras. «Le message est peut-être répétitif, sauf qu'il faut le faire entendre. C'est une technique utilisée en 1995 par Mike Harris en Ontario. Mike Harris a rendu public son programme un an à l'avance. Pendant un an, il a passé son message partout, avec succès. Et le plus gros reproche qu'on se fait dire comme formation politique, c'est: c'est quoi, votre programme? Alors, le fait de l'avoir rendu public en septembre, ça permet de le diffuser à toutes sortes d'auditoires», affirme Joël Gauthier.

Le PLQ entend aussi mettre l'accent sur son

équipe, et pas seulement sur le chef. «Notre équipe est de loin supérieure», croit M. Gauthier. Le parti mise d'ailleurs sur les femmes, qui représentent 28 % des candidatures. Ce n'est pas un hasard si le chef Jean Charest était entouré de femmes lors de son discours dimanche, au moment du lancement en grande pompe de la campagne du parti, à Québec. «Nous, on mise sur les femmes. On souhaite accentuer la présence des femmes dans la vie politique», précise Joël Gauthier.

Le château fort du PLQ, c'est l'île de Montréal et l'ouest du Québec. Toutefois, l'électorat francophone appuie peu les libéraux, s'il faut en croire les plus récents sondages. Le parti compte cependant sur l'expérience d'organisateur chevronnés, dont Pierre Bibeau, pour renverser cette tendance.

Autre difficulté, Jean Charest est le moins aimé des chefs de parti. «Il ne faut pas infantiliser les électeurs. Ce sont des gens intelligents qui votent en fonction du programme, de l'équipe, des candidats locaux et du chef. Ce n'est pas un facteur en particulier qui fait en sorte qu'on prend une décision. Mais il n'y a pas un chef politique qui connaît plus le Québec que Jean Charest. Il maîtrise ses dossiers et les gens vont le reconnaître au moment du vote.»

Le PLQ entend aussi mettre l'accent sur son

équipe, et pas seulement sur le chef. «Notre équipe est de loin supérieure», croit M. Gauthier. Le parti mise d'ailleurs sur les femmes, qui représentent 28 % des candidatures. Ce n'est pas un hasard si le chef Jean Charest était entouré de femmes lors de son discours dimanche, au moment du lancement en grande pompe de la campagne du parti, à Québec. «Nous, on mise sur les femmes. On souhaite accentuer la présence des femmes dans la vie politique», précise Joël Gauthier.

Le château fort du PLQ, c'est l'île de Montréal et l'ouest du Québec. Toutefois, l'électorat francophone appuie peu les libéraux, s'il faut en croire les plus récents sondages. Le parti compte cependant sur l'expérience d'organisateur chevronnés, dont Pierre Bibeau, pour renverser cette tendance.

Autre difficulté, Jean Charest est le moins aimé des chefs de parti. «Il ne faut pas infantiliser les électeurs. Ce sont des gens intelligents qui votent en fonction du programme, de l'équipe, des candidats locaux et du chef. Ce n'est pas un facteur en particulier qui fait en sorte qu'on prend une décision. Mais il n'y a pas un chef politique qui connaît plus le Québec que Jean Charest. Il maîtrise ses dossiers et les gens vont le reconnaître au moment du vote.»

## BIODIVERSITÉ

SUITE DE LA PAGE 1

long terme. C'est la même chose pour les grands écosystèmes, dont la protection ne fera pas de grands progrès tant qu'on ne passera pas à l'étape des suivis et de la mise en œuvre rigoureuse des politiques et des règles que l'on élabore à leur égard depuis dix ans sous l'autorité de la Convention sur la diversité biologique.»

C'est ainsi que le D<sup>r</sup> Hamdallah Zedan, secrétaire exécutif de la Convention sur la diversité biologique (CDB), concluait hier après-midi l'entrevue qu'il accordait au Devoir après s'être momentanément retiré des travaux scientifiques, techniques et technologiques de la rencontre internationale qui réunit à Montréal plusieurs centaines de chercheurs et de représentants gouvernementaux autour des problèmes de biodiversité. Ces travaux préparent la prochaine conférence décisionnelle des 187 parties signataires, qui aura lieu à Kuala Lumpur en avril 2004.

M. Zedan traduit le sentiment général de la rencontre en cours en disant «qu'il est temps de donner la priorité à la mise en œuvre» des politiques et des programmes d'action élaborés depuis 1993 alors que le secrétariat s'implantait à Montréal, un an après la signature de la convention au sommet historique de Rio.

Le dernier virage vers la «mise en œuvre» s'est amorcé au Sommet de Johannesburg sur le développement durable en septembre dernier.

En plus de vouloir réconcilier environnement et marchés en les plaçant sur un pied d'égalité dans une optique de développement durable, explique Olivier Jalbert, secrétaire adjoint de la convention, Johannesburg a fixé comme objectif de réduire significativement le taux de disparition des espèces vivantes d'ici 2010. En outre, il a créé le mandat de négocier un «régime international» sur l'accès aux ressources génétiques et sur le partage équitable des bénéfices résultant de leur utilisation pour civiliser la «biopiraterie» pratiquée par plusieurs multinationales.

On se rappellera que les États-Unis avaient refusé, sous l'administration de George Bush père, de signer à Rio la Convention sur la biodiversité afin de ne pas handicaper leur industrie pharmaceutique, qui utilise à la fois les ressources vivantes et les savoirs traditionnels des communautés autochtones sans partager avec celles-ci les bénéfices de leurs découvertes. Les États-Unis et l'Irak — ils ont au moins cela en commun — font partie du petit groupe de cinq pays qui n'ont pas encore ratifié la CDB.

Or, l'an dernier, les signataires de la CDB ont ratifié à Bonn des «lignes directrices» sur l'accès aux ressources génétiques des grands écosystèmes que sont les forêts tropicales, les récifs de corail, les zones côtières et maritimes, etc. Ces règles ont été élaborées en partie à l'initiative du Mexique et d'une quinzaine de pays, un groupe qui s'est baptisé les «megadivers».

La commande passée à Johannesburg pour un éventuel «régime international» a mis doublement sur la défensive l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui, lors de ce sommet, n'a pas pu subordonner les priorités environnementales aux impératifs du commerce international.

Or les représentants de la CDB demandent depuis des années à l'OMC de siéger au sein de ses comités

stratégiques qui préparent les ententes ou les arbitrages entre environnement et commerce pour éviter l'émergence de fausses barrières tarifaires vertes. L'OMC a tout au plus accepté que les représentants de la CDB siègent au Comité sur le commerce et l'environnement (CTE). Mais on leur a fermé la porte aux réunions les plus stratégiques, soit les réunions «spéciales». Cet obstacle a cédé il y a 15 jours alors que les représentants de la CDB ont été autorisés à siéger non plus à titre d'observateurs mais comme «invités» aux réunions spéciales. Cependant, note Olivier Jalbert, numéro deux de la CDB, l'organisme environnemental est toujours exclu du comité de l'OMC sur le transfert de la propriété intellectuelle, du Comité sur le contrôle sanitaire des produits agricoles et du Comité sur les barrières techniques au commerce. L'OMC préfère définir, en lieu et place des représentants de l'environnement, la place que leurs priorités doivent occuper dans le commerce!

Cependant, indique M. Zedan, les échéances définies à Johannesburg pour freiner d'ici 2010 l'effrètement de la biodiversité ainsi que la commande pour élaborer ce qui pourrait devenir un protocole international juridiquement contraignant sur l'accès aux ressources génétiques et au partage de leurs bénéfices «renforcent sensiblement notre position». En somme, si l'OMC continue d'imposer sa vision de l'environnement en matière de commerce, les commerçants pourraient bien, à la limite, devoir faire face à un traité international juridiquement contraignant en matière de propriété intellectuelle, d'accès aux ressources et de partage des bénéfices, comme ils doivent maintenant composer avec le protocole sur les OGM.

À plus court terme, la CDB et les centaines de chercheurs et de représentants gouvernementaux réunis à Montréal se penchent sur des objets plus précis et plus terre à terre. Ils tentent d'élaborer un programme d'action sur les eaux intérieures et sur les montagnes, programme qui s'inspirerait du modèle sur les forêts mis au point l'an dernier. Chaque pays est libre d'intégrer dans son plan national les éléments de ces programmes, somme toute d'application strictement volontaire jusqu'ici. Mais la tendance amorcée à Johannesburg vers la «mise en œuvre» des éléments de ces programmes est en train de «faire évoluer les sujets à l'étude vers des règles plus rigoureuses, vers des programmes de travail opérationnels axés sur l'action, vers des objectifs et même éventuellement des échéances», explique de son côté Jean-Pierre Le Danff, responsable de la délégation française.

Philippe Le Prestre, directeur de l'Observatoire d'écopolitique à l'UQAM, vient de terminer un livre qui fait avec autorité le bilan des dix ans d'activité de la CDB. Cette convention, dit-il, s'est effectivement fait voler la vedette par celle sur les changements climatiques. Mais à son avis, son évolution est tout aussi fondamentale pour l'avenir des humains car elle pourrait déboucher sur une réorganisation en profondeur des relations entre eux et la nature, tout comme elle pourrait, à terme, remettre en question les rapports, les privilèges ou les avantages économiques et sociaux qui caractérisent actuellement aussi bien les relations entre les États que celles entre les communautés des diverses régions de la planète.

### IRAK

SUITE DE LA PAGE 1

découvert par les inspecteurs.

La date limite fixée dans le projet de résolution déposée le 24 février dernier et amendée une première fois vendredi dernier pourrait être, selon certains diplomates, reportée de quelques jours.

Le but recherché est, selon un diplomate d'un pays ayant déposé le texte, de «rechercher les voix» nécessaires à son adoption.

Il en faut un minimum de neuf, et les diplomates s'accordent généralement à dire que les intenses efforts diplomatiques et politiques de Londres, de Washington et de Madrid, elles ne sont toujours pas là.

Le premier ministre britannique Tony Blair, dont l'alignement sur les États-Unis à propos de l'Irak est rejeté par son opinion publique et de plus en plus ouvertement critiqué au sein de son parti et de son gouvernement, a désespérément besoin d'une deuxième résolution pour passer le cap.

Le président américain George W. Bush, en revanche, a à plusieurs reprises déclaré que cette deuxième résolution n'était pas nécessaire et qu'il était prêt à s'en passer.

Les propositions britanniques surviennent au lendemain des propos de Donald Rumsfeld, qui avait laissé entendre que les États-Unis étaient prêts à agir sans la Grande-Bretagne. Devant la surprise un peu vexée de Downing Street, le secrétaire américain à la Défense a dû rectifier le tir en assurant qu'il avait «toutes les raisons de croire» à une participation militaire significative de la Grande-Bretagne.

L'activité diplomatique de Londres et de Washington est restée animée tout au long de la journée avec de nombreux entretiens bilatéraux. Le président américain George W. Bush s'est ainsi entretenu au téléphone avec Tony Blair, le président russe Vladimir Poutine et les dirigeants du Pakistan, du Chili et du Mexique, tous membres du Conseil de sécurité. Dans la soirée, le premier ministre britannique a reçu à Londres le chancelier allemand Gerhard Schröder pour un dîner de travail.

Le ministre canadien des Affaires étrangères, Bill Graham, a jugé intéressant que la Grande-Bretagne suggère une solution similaire à celle du Canada. Le fait que les Britanniques proposent eux aussi des états de mesure de la coopération irakienne représente «un très grand pas en avant de la part d'un joueur clé», a dit Bill Graham lors d'un entretien téléphonique.

M. Graham a refusé de jurer Paris pour envisager d'user de son droit de veto, l'invitant plutôt à être sensible à l'avis des pays indécis si ces derniers jugent raisonnable une résolution comportant des tests et un échancier appropriés. «Nous pressons la France, a-t-il ajouté, d'examiner une telle proposition comme un moyen ayant plus de chances d'arriver à une solution sans recours à la force» alors qu'un «veto pourrait aboutir à un recours encore plus rapide à la force».

A son avis, les chances de réunir les neuf votes nécessaires «augmenteront si la résolution proposée reflète les préoccupations des parties qui ne veulent pas aller automatiquement en guerre, qui veulent donner le temps à Saddam Hussein de répondre aux critères énoncés, mais sans prolonger cela au point de donner l'impression que rien ne sera fait à l'avenir».

Le premier ministre Jean Chrétien et M. Graham ont refusé de conjecturer sur ce que ferait le Canada si une résolution obtenait l'appui de neuf membres tout en subissant le veto d'un ou deux pays. Ils ont simplement reconnu l'importance des six pays indécis, d'où l'attention que le Canada leur a portée. M. Chrétien a discuté avec les dirigeants chiliens et mexicains et le premier ministre britannique Tony Blair hier. «Nous essayons d'être utiles», a-t-il dit au cours d'un bref point de presse.

## Les forêts de conifères pollueraient plus que les autos

DENNIS BUECKERT  
PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Les forêts de conifères émettent peut-être plus d'oxydes d'azote — des gaz générant du smog — que les automobiles et les industries combinées, selon une étude récente dont les résultats paraissent dans la prestigieuse revue *Nature*.

L'article, publié hier, va à l'encontre de la position généralement acceptée selon laquelle les forêts réduisent la pollution en l'absorbant — une théorie sur laquelle s'est appuyé le Canada pour réclamer un crédit sous forme de «puits de carbone» en vertu du protocole de Kyoto sur les changements climatiques.

Mais les écologistes ne sont pas à la veille d'inscrire les pins sylvestres sur une liste noire. Les émissions forestières font partie d'un équilibre naturel qui date d'avant l'époque industrielle, et ce sont les émissions engendrées par l'humain qui expliquent la plus grande partie de la pollution et du réchauffement global, font-ils valoir.

Lorsqu'elles sont exposées aux rayons ultraviolets, les aiguilles des pins sylvestres dégagent des oxydes d'azote directement dans l'atmosphère, mentionne l'étude dirigée par Perri Hari, de l'université d'Helsinki, en Finlande. Les oxydes d'azote sont des précurseurs du smog: ils se combinent avec d'autres produits polluants pour former de l'ozone au niveau du sol, un des principaux éléments du smog.

Les émissions des pins sylvestres croissent proportionnellement à la quantité des rayons ultraviolets qu'ils reçoivent, précise l'étude.

Bien que cette contribution soit négligeable à une échelle locale, le rapport dit constater que la production globale d'oxydes d'azote par les forêts de conifères des zones boréales pourrait se comparer à la production provenant de sources industrielles et routières à la grandeur de la planète.

Quentin Chiotti, un scientifique attaché à l'organisme Pollution Probe, à Toronto, reconnaît que les forêts contribuent à déverser dans l'atmosphère toute une variété de substances chimiques, mais il s'est dit surpris de la comparaison avec la circulation automobile et l'industrie.

Henry Hengeveld, un scientifique du ministère fédéral de l'Environnement, souligne que les émissions forestières s'inscrivent dans un équilibre qui ne change pas tellement avec le temps. Ce qui importe, pour la santé humaine, ce sont les ajouts de pollution à ce niveau de base, dit-il.